

70 harraga interceptés en deux jours

Page 2

Bordj Badji Mokhtar

Une cache contenant 11 missiles
antichars découverte

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Aucun refoulement de produits ces dernières années selon Ouyahia

Les exportations agricoles en hausse

La politique prônée récemment par le gouvernement notamment dans le cadre de son plan d'action, afin d'encourager les exportations hors hydrocarbures commence à porter ses fruits. Pour preuve, selon le Premier ministre Ahmed Ouyahia, les exportations agricoles algériennes ont dépassé les 57 millions USD durant les 9 premiers mois de 2018.

Page 3



Malgré le rejet marocain de
l'autodétermination

**Le Maroc et le Front
Polisario s'engagent à
poursuivre les pourparlers**



Le Maroc et le Front Polisario se sont engagés jeudi à Genève à poursuivre les pourparlers pour le règlement du conflit du Sahara occidental, vieux de plus de 40 ans, malgré le rejet du Maroc du principe de l'autodétermination.

Après le départ des Espagnols du Sahara occidental, le Maroc a envahi le territoire, pourtant déclaré non autonome par les Nations unies, et l'occupe illégalement malgré les résolutions de l'Assemblée générale de l'Onu et du Conseil de sécurité qui soulignent que la solution du conflit doit passer par l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

A l'issue des travaux de la table-ronde, l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler, a indiqué dans un point de presse que les discussions, de deux jours de la table-ronde, initiée par lui-même, étaient «intensives», félicitant les délégations pour leur «engagement ouvert et dans un esprit de respect mutuel».

Il s'est dit «très heureux» de relever que les délégations, notamment le Maroc et le Front Polisario, «se sont engagées à poursuivre leurs efforts», espérant que ce processus «sera guidé avant tout par un souci des hommes et des femmes, des enfants et des jeunes du peuple du Sahara occidental».

Horst Kohler s'est dit encore convaincu qu'une solution «pacifique» à ce conflit est «possible».

Pour leur part, les Sahraouis ont réaffirmé leur volonté de poursuivre les discussions avec le Maroc dans le cadre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui prévoient l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

Page 5

Festival international du cinéma d'Alger

**Le droit chemin de Okacha Touita
projeté en avant-première**

Page 15



Financement des associations

Le ministère de la Solidarité pose ses conditions

L'ère de l'octroi systématique de subventions aux associations est révolue. De nouvelles conditions seront imposées aux associations souhaitant recevoir les aides financières publiques.



Par Rachid Chihab

C'est le ministre de la Solidarité nationale, Ghania Eddalia, qui a fait cette annonce aux associations jeudi lors d'une visite de travail dans la wilaya de Médéa.

"Le ministère de la Solidarité nationale et de la Famille et de la Condition de la femme entend poursuivre le financement des associations ayant une existence

réelle sur le terrain en fonction des finances disponibles", a-t-elle déclaré.

"Le financement des associations va se poursuivre, mais reste, toutefois, tributaire de la disponibilité des ressources financières et de la portée des projets et des actions qui seront menées sur le terrain", a indiqué le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

"Nous allons continuer à

accompagner financièrement les associations qui ont une existence réelle sur le terrain, qui apportent un plus à la communauté, mais cette aide va s'effectuer en fonction des finances disponibles", a précisé Mme Eddalia en marge de sa visite au centre psychopédagogique de Médéa.

La ministre a assuré qu'un dispositif de compensation a été mis en place à l'effet d'accompagner les associations actives à travers un financement par le

fonds national de solidarité, qui est destiné à prendre en charge les acquisitions en équipements médicaux, appareillages, accessoires ou en divers autres produits au profit des associations, citant le cas de l'association "Chiffa" de rééducation fonctionnelle de Médéa, dont elle a visité le siège, qui avait bénéficié d'une subvention de 8 millions de DA pour s'équiper en appareils de rééducation.

Ghania Eddalia a lancé, par ailleurs, un appel aux bienfaiteurs et aux donateurs privés disposant de locaux à les mettre à la disposition des Directions de l'action sociale (DAS) pour servir de gîte et de structures d'accueil provisoires aux personnes sans domicile fixe (SDF) durant les périodes de grand froid.

Elle a tenu à préciser, toutefois, que toutes les structures relevant de son département, ainsi que celles gérées par le Croissant-Rouge algérien (CRA) assurent la prise en charge de cette catégorie, mais dont le nombre "reste insuffisant", a-t-elle admis, d'où l'idée de faire participer les particuliers dans cette action humanitaire.

A noter que la nouvelle loi sur les associations 06/12 est venue exactement pour faire tri et supprimer les associations qui touchent les subventions financières publiques sans pour autant avoir d'activités réelles sur le terrain.

Il existe en Algérie plusieurs mécanismes publics de financements des associations. Les associations sont financées par les APC, les APW, le ministère de la Solidarité nationale, par ceux de la Jeunesse et des Sports, de la Culture et autres. Les associations reçoivent aussi des subventions de la part des entreprises publiques.

R.C.

Oran et Mostaganem 70 harraga interceptés en deux jours

Les unités du groupement territorial des garde-côtes d'Oran ont mis en échec hier au large des côtes d'Aïn El Turck une tentative d'émigration clandestine de 45 personnes, lors de deux opérations distinctes, a-t-on appris de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Le premier groupe est formé de 27 personnes dont cinq femmes, huit mineurs et un bébé se trouvant à bord d'une embarcation pneumatique. Il a été intercepté à 5h30 par les garde-côtes à 2,5 miles, au nord de Cap Falcon (Aïn El Turck), a expliqué la même source.

Le second groupe, formé de 18 personnes parmi lesquelles se trouvaient deux femmes et deux bébés également à bord d'une pneumatique, a été intercepté à 8h30, à 6,5 miles au nord de l'île Plane (Aïn El Turck).

Ces 45 candidats à l'émigration clandestine ont tenté de rallier par mer les côtes espagnoles, a-t-on expliqué, ajoutant que les mis en cause, après les procédures d'usage, ont été remis à la Gendarmerie nationale pour être présentés ensuite devant la justice.

Jeudi, c'était onze candidats à l'émigration clandestine qui ont été interceptés au nord-ouest de Cap Falcon (Aïn El Turck), par les unités du groupement territorial des garde-côtes d'Oran, a-t-on appris, auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Les 11 candidats à l'émigration clandestine ont tenté leur aventure en mer, à bord d'une embarcation pneumatique avant leur interception, jeudi, à 2h50, à 4 miles, au nord-ouest de Cap Falcon, par une patrouille des garde-côtes, a-t-on précisé.

Ce groupe a pris son départ, à partir d'une des plages d'Aïn El Turck. Après leur interception et les formalités d'usage, les membres de ce groupe ont été remis à la gendarmerie nationale pour être présentés devant la justice, a-t-on relevé de même source.

Aussi, quatorze harraga ont été secourus jeudi au large du littoral de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris du groupement territorial des garde-côtes.

Les unités flottantes des garde-côtes ont réussi aux environs de 15 heures, à secourir 14 candidats à l'émigration clandestine dont une femme et un nourrisson à 6 miles marins au nord de la commune de Benabdemalek Ramdane, a-t-on indiqué.

Ces harraga avaient pris le départ dans la nuit de mercredi de la plage de Chaibia dans la commune de Benabdemalek Ramdane (37 km à l'est de Mostaganem) avant que leur embarcation ne tombe en panne au large, a-t-on ajouté.

Les personnes secourues ont été conduites vers le port commercial de Mostaganem pour recevoir les soins nécessaires. Après l'achèvement des procédures administratives, elles seront remises aux services de la sûreté pour les présenter devant la justice.

M. N.

Face aux accusations tendancieuses contre l'Algérie

Kaouane appelle à contrecarrer les tentatives étrangères de désinformation

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a appelé, jeudi à Alger, les médias à contrecarrer les tentatives étrangères de désinformation et à "battre en brèche les accusations tendancieuses à travers lesquelles certains milieux veulent attenter à l'Algérie et discréditer son action humanitaire".

"Contrairement à l'approche de nombre de médias occidentaux, le traitement de la souffrance humaine, par nos médias nationaux, n'est pas à visée sélective ou lucratives, mais repose fondamentalement sur des critères moraux et humanitaires", a indiqué le ministre dans une allocution, lue en son nom par son conseiller, Madjid Bekkouche, à l'occasion d'une journée d'information sur "la communication institutionnelle et le rôle des médias dans la promotion de l'action humanitaire".

Cette approche trouve son essence dans la politique de l'Etat et les orientations pertinentes du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, qui accorde un intérêt majeur aux catégories vulnérables et aux causes humanitaires, aussi bien à l'intérieur

qu'à l'extérieur du pays, a ajouté.

Affirmant que "le Croissant Rouge algérien (CRA), qui associe dans nombre de ses activités, des instances internationales spécialisées et des médias étrangers et nationaux, a pu ainsi mettre en échec ces manoeuvres désespérées contre l'Algérie", il a souligné que "les actions humanitaires de l'Algérie ne profitent pas, uniquement, aux citoyens algériens, mais également aux ressortissants étrangers, dont la dignité et l'amour propre sont scrupuleusement préservés et les autorités suprêmes du pays y veillent".

Partant de ce principe, qu'il a qualifié de "devoir national et humanitaire", M. Kaouane a fait savoir que beaucoup d'actions et initiatives de solidarité, notamment en direction des pays du Sahel, "sont menées, la plus part du temps, dans la sérénité loin de toute médiatisation".

Dans ce contexte, le ministre de la Communication "a mis en avant l'importance de l'adhésion des médias nationaux à tous les programmes nationaux à caractère humanitaire et de leur mobilisation, tant en conjoncture

exceptionnelle que normale, pour la défense des causes humanitaires et l'accompagnement de l'effort des associations caritatives et de solidarité agissant pour l'allègement de la souffrance des êtres humains où qu'ils se trouvent". A ce propos, M. Kaouane a appelé les médias à "s'investir davantage dans la vulgarisation et le soutien de l'effort humanitaire", ce qui nécessite, a-t-il dit, "des formations spécialisées dans le domaine de l'action humanitaire et la mise en place de relations permanentes avec les institutions humanitaires".

Pour ce faire, le ministre a exhorté les organisations humanitaires, à leur tête le CRA, à "développer leurs plateformes de communication, notamment numériques, et ce, en vue de gagner davantage de confiance".

Pour M. Kaouane, l'objectif d'une interconnexion entre les institutions humanitaires et les médias est de promouvoir dans la société les questions humanitaires nationales et internationales et mobiliser les donateurs et les bénévoles".

H. M.

ÉVÈNEMENT

Aucun refoulement de produits ces deux dernières années selon Ouyahia

Les exportations agricoles en hausse

La politique prônée récemment par le gouvernement notamment dans le cadre de son plan d'action, afin d'encourager les exportations hors hydrocarbures commence à porter ses fruits. Pour preuve, selon le Premier ministre Ahmed Ouyahia, les exportations agricoles algériennes ont dépassé les 57 millions USD durant les 9 premiers mois de 2018.



Par S. A. Mohamed

Durant les 9 premiers mois de l'année en cours, les exportations agricoles algériennes, estimées à 57.835 tonnes, ont atteint 57.579.301 USD dollars, soit une hausse de 37% par rapport à la même période de 2017, qui avait enregistré 42.128.2 de tonnes représentant près de 43.985.568 de dollars, a précisé jeudi le Premier ministre dans une réponse, lue en son nom par le ministre des relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, à une question orale d'un député, lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), au sujet "des produits exportés refoulés par certains pays européens pour non conformité aux normes internationales". Concernant la préoccupation soulevée par le député au sujet de produits agricoles algériens exportés vers des pays étrangers, à l'instar de la France, le Canada, la Russie et le Qatar,

et "refoulés", selon l'Anexal (Association nationale des exportateurs algériens), le Premier ministre a rappelé que "les parties concernées, représentées par le ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, s'étaient attelées à lever, à maintes reprises, l'ambiguïté entourant cette question, en affirmant que les informations relayées par les médias étaient erronées et inexactes. A ce propos, M. Ouyahia a déclaré que "les statistiques montrent que les autorités nationales n'ont enregistré, lors des deux précédentes années ainsi que durant l'année en cours, aucun refoulement de produits agricoles pour un problème phytosanitaire ou pour cause de sécurité ou de conformité aux normes", précisant que "les deux seules notifications reçues, émanant effectivement du Canada au début de l'année, pour un problème d'emballage, sachant qu'il s'agissait de pâtes et de boissons gazeuses". Pour le reste

des pays cités par le député, en l'occurrence la France, la Russie et le Qatar, il précisé que "le volume des exportations agroalimentaires vers ces pays, y compris le Canada, a connu une évolution appréciable passant de 33,4 millions USD entre 2013 et 2016 à 49,4 millions USD en 2017. Depuis le début de l'année, ce volume est estimé à 33,7 millions USD, a-t-il précisé. En outre, le Premier ministre a fait état d'une augmentation du nombre de pays important les produits agricoles algériens de 47 pays en 2017 à 72 l'année en cours, affirmant que "c'est là, une preuve tangible de l'attractivité de notre produit agricole dans de nombreux pays, comme la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Russie, le Canada, les Emirats Arabes et même les Etats Unis, qui imposent des normes phytosanitaires drastiques pour les produits importés". Par ailleurs, M. Ouyahia a affirmé que le gouvernement "a réitéré, dans

son plan d'action, l'engagement de poursuivre le programme d'appui au développement agricole et rural, adopté par les pouvoirs publics depuis 2009, à travers la nécessaire préservation de la dynamique et du saut qualitatif réalisé par l'économie agricole dans notre pays". Le secteur agricole représente désormais plus de 12% du PIB, soit près de 3.000 milliards DA", a-t-il indiqué, soulignant que les pouvoirs publics "se sont attachés à mettre en place une stratégie nationale de développement du produit agricole algérien, visant, en premier lieu, à améliorer la production, pour l'adapter aux normes internationales et aux exigences de la protection du consommateur". Les autorités compétentes "veillent à garantir le respect rigoureux de l'ensemble des normes et critères internationaux en vigueur, tant pour la production végétale qu'animale, notamment en ce qui concerne le contrôle du respect des mesures phytosanitaires, qui doit se faire conformément aux normes phytosanitaires approuvées dans la convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) relatives essentiellement à l'inspection, à la prise d'échantillons, au diagnostic et à la délivrance des licences d'importation et d'exportation", a-t-il rappelé. Les services compétents "sont tenus légalement de respecter les conditions d'exportation des produits agricoles et les exigences phytosanitaires en vigueur dans le pays importateur. Elles sont tenues de précéder aux analyses réglementaires liées aux examens phytosanitaires, au niveau du laboratoire officiel de l'Institut national de la protection de végétaux (INPV), reconnu mondialement, avant de procéder à la délivrance du certificat phytosanitaire à l'exportation", a conclu le Premier ministre. **S.A.M.**

Selon Bedoui Les missions des SG des communes "clairement définies"

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a affirmé jeudi à Alger que les missions des secrétaires généraux des communes étaient "clairement définies" dans leur statut particulier en vigueur, qui prévoit des instruments réglementaires pour les protéger lors de l'accomplissement de leurs fonctions.

Répondant à une question orale posée par le député Hassan Laribi, lors d'une séance plénière de l'APN, sur les prérogatives du SG de l'Assemblée populaire communale (APC), M. Bedoui a expliqué que cette catégorie du personnel des communes "a un statut particulier, en vigueur, qui définit clairement les missions du Secrétaire, notamment en ce qui concerne la préparation du projet de budget et la garantie de son exécution, sous l'autorité du président de l'APC".

Qualifiant ce texte de loi de "global" en ce qui concerne les droits et obligations des secrétaires généraux, il a précisé qu'il "intègre des instruments réglementaires assurant leur protection lors de l'exercice de leurs missions et définit leurs relations pacifiques et fonctionnelles avec le président d'APC".

La commune "est tenue, dans le cadre de la législation en vigueur, de protéger le secrétaire général de la commune contre toute forme de pressions, menaces, outrages, injures, diffamations ou attaques de quelques nature que ce soit, dont il peut faire l'objet, contre sa personne, sa famille ou ses biens, dans ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou du fait de son statut", a poursuivi le ministre, ajoutant "dans ces conditions, la commune est subrogée aux droits du secrétaire général pour obtenir réparation de l'auteur des faits et couvre les montants des réparations résultant des faits dommageables, survenus au secrétaire général de la commune durant ou à l'occasion de l'exercice de ses missions". "Le wali doit être informé, par le président de l'APC, sur tous les actes pris à l'encontre du secrétaire général de la commune et notamment ceux qui concernent: l'annulation de la délégation de signature du président de l'APC et les sanctions disciplinaires de quatrième degré, la suspension de salaire en raison des sanctions disciplinaires ou des poursuites judiciaires ne permettant pas son maintien en fonction", a-t-il observé. M. Bedoui a souligné, dans ce sens, que ce texte s'inscrivait dans le cadre des réformes importantes engagées par le ministère et lesquelles sont axées principalement sur le rôle de la commune en tant qu'administration chargée de répondre aux besoins des citoyens et de s'acquitter de ses missions traditionnelles pour lui permettre d'être génératrice de richesses conformément aux directives stratégiques du président de la République M. Abdelaziz Bouteflika. **R. N.**

Situation des réfugiés en Algérie

Le CNDH dénonce des rapports "entachés de préjugés"

La présidente du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Fafa Benzerrouki a fait savoir, jeudi à Alger, que son instance avait été destinataire, depuis sa création, de 1339 plaintes pour dépassements et violations des droits de l'Homme.

Animant une conférence à l'Ecole nationale d'administration (ENA) sur le travail du CNDH, Mme Benzerrouki a indiqué que son instance qui est chargée de la réception des plaintes pour atteinte aux droits de l'Homme, avait reçu, depuis sa création en 2017, 1339 plaintes, dont 954 avaient été prises en charge.

A ce propos, la conférencière a mis l'accent sur l'importance, pour

les citoyens, de connaître leurs droits et de se rapprocher, en cas de dépassements, du Conseil qui est une instance constitutionnelle ayant pour mission la prise en charge des plaintes déposées par toute personne résidant sur le territoire national, pour les transmettre aux autorités administratives concernées, et le cas échéant, aux autorités judiciaires compétentes.

Créé en vertu de la Constitution 2016, le CNDH effectue, en outre, à travers ses délégations exécutives, des visites inopinées aux lieux et points d'hébergement des réfugiés, rappelle Mme Benzerrouki qui a évoqué les rapports "entachés de préjugés" contre l'Algérie, élaborés par des ONG qui "se contentent de pré-

senter des rapports fondés sur des correspondances dont la source est souvent inconnue, sans prendre pour autant la peine de se déplacer sur le terrain pour constater les cas signalés", a-t-elle souligné.

Elle a expliqué, à cet égard, que ces rapports "tendancieux" étaient parmi les raisons à l'origine de la dégradation au rang B du CNDH dans le classement des Principes de Paris, qui sont la principale source des règles de fonctionnement des institutions nationales des droits de l'Homme, un rang, a-t-elle précisé, synonyme de "conformité partielle" de l'action du

CNDH à ces Principes.

La présidente du CNDH a

indiqué, dans ce sens, que "rien ne peut venir à bout des efforts de l'Algérie pour regagner sa place A", d'autant qu'elle "œuvre sans relâche à l'application des recommandations issues dans ce sens", citant la constitutionnalisation de son institution et l'élargissement de ses pouvoirs, outre le recours à l'élection de son président par ses pairs au lieu de la nomination et autres mesures.

Institué par le dernier amendement constitutionnel, le CNDH est une institution nationale indépendante jouissant de l'autonomie administrative et financière placée auprès du président de la République garant de la constitution. L'article 199 de la Constitution stipule que le

Conseil assure une mission de surveillance, d'alerte précoce et d'évaluation en matière de respect des droits de l'Homme. Sans préjudice des attributions du pouvoir judiciaire, le Conseil examine toute situation d'atteinte aux droits de l'Homme constatée ou portée à sa connaissance et entreprend toute action appropriée. Le CNDH compte 38 membres choisis par le président de la République et les présidents des deux chambres du parlement, outre des membres parmi les associations activant dans le domaine des droits de l'Homme, les syndicats, les organisations professionnelles et autres.

Bilal L.

Relations économiques avec le Royaume-Uni

Le Brexit, une "opportunité" pour l'Algérie

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) est une "opportunité" pour ce pays pour hisser ses relations commerciales et d'investissement avec l'Algérie à un niveau plus élevé, a indiqué jeudi à Alger la commissaire britannique pour le commerce en Afrique, Emma Wade-Smith.



Interrogée lors d'un point de presse organisé en marge de sa visite de travail à Alger, sur les possibilités de frémissement des échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Algérie à la faveur du Brexit, Mme. Wade-Smith a répondu: "C'est justement pourquoi je suis ici cette semaine" tout en expliquant que "la sortie de l'UE n'est qu'une opportunité qui nous permet de réfléchir à mettre en place un cadre meilleur pour augmenter les échanges avec les différents pays, y compris l'Algérie".

Pour elle, le volume actuel des échanges entre les deux pays, estimé à 2 milliards de livres britanniques, n'est pas suffisant et ne reflète pas les ambitions affichées par les deux parties ni les opportunités existantes en matière de partenariat.

"2 milliards de livres, ça peut sembler beaucoup. Mais à mon avis, ce n'est pas beaucoup pour un pays de la taille de l'Algérie (...) Je pense que nous pouvons mieux faire", a noté la responsable britannique.

Mme. Wade-Smith a estimé dans ce sens que le partenariat représente le "moyen clé" pour développer les relations écono-

miques entre les deux pays, en saisissant les opportunités "importantes" qu'offre l'Algérie avec le savoir-faire britannique.

Cette démarche consiste d'abord à rapprocher les communautés d'affaires dans les deux pays, ajoute la commissaire britannique soulignant la nécessité de sensibiliser davantage les hommes d'affaires du Royaume-Uni sur les possibilités de partenariat existantes en Algérie dans les différents domaines, notamment les hydrocarbures, les énergies renouvelables, l'agriculture, l'industrie, l'urbanisme et les villes intelligentes.

Ce rapprochement permettra également d'appuyer les ambitions algériennes en matière d'exportation vers l'Afrique, selon la responsable qui a affirmé la volonté de son pays "d'aider et appuyer le gouvernement algérien à atteindre ses objectifs en matière de diversification de l'économie algérienne et de réforme structurelle".

Toutefois, "il ne s'agit pas forcément d'un partenariat entre l'Algérie et le Royaume-Uni uniquement. Ce partenariat peut être réalisé au-delà de ce lien bilatéral", précise Mme. Wade-Smith citant l'exemple du nouvel aéroport

d'Alger en cours de réalisation par une entreprise chinoise avec un apport britannique important en matière de conception et d'architecture et d'équipements.

Concernant la loi 51/49 % régissant l'investissement étranger en Algérie, la commissaire britannique a assuré que cette règle ne constitue pas une entrave pour les entrepreneurs de son pays.

"L'Algérie n'est pas la seule à adopter une telle mesure, beaucoup de pays en Afrique ont des lois similaires. Mais cela ne peut pas freiner la volonté des entreprises britanniques à investir en Afrique. Notre stock d'investissements en Afrique dépasse les 45 milliards de livres. Ne pas détenir complètement le capital n'est pas une raison suffisante pour refuser de venir investir", a-t-elle avancé.

D'ailleurs, poursuit-elle, les entreprises britanniques ont construit leur bonne réputation à l'international grâce à leurs capacités à travailler en étroite collaboration avec des entreprises locales.

"D'habitude, les entreprises ont tendance à croire que la détention à 100% du capital de investissement est la décision la plus appropriée, mais en réalité, ce n'est pas toujours le cas", a-t-elle ajou-

té.

A propos des restrictions prises par l'Algérie pour réguler son commerce extérieur, Mme. Wade-Smith a affirmé que son pays continuerait à inciter ses opérateurs à saisir les opportunités d'affaires offertes par l'économie algérienne. "L'Etat algérien décide des règles et lois qui conviennent à son économie, même si nos positions sur le commerce international libre sont claires", a-t-elle commenté.

Evoquant l'aspect sécuritaire, la responsable britannique a rappelé que l'Algérie avait pris toutes les mesures nécessaires pour renforcer la sécurité et la confiance, mais qui doivent être accompagnées par un effort de sensibilisation auprès des hommes d'affaires au Royaume-Uni. "Le problème est que les deux communautés d'affaires ne se connaissent pas assez. Nous devons les rapprocher davantage pour mieux comprendre la situation et les opportunités qui existent en Algérie", a-t-elle souligné.

Selon les chiffres avancés par l'ambassadeur du Royaume-Uni en Algérie, 127 entreprises britanniques activent en Algérie.

A. G.

Exportation des produits algériens L'accréditation, un moyen indispensable

L'accréditation est une procédure "indispensable" pour permettre l'exportation des produits algériens, a indiqué, jeudi à Tizi-Ouzou, le chef du département inspection de l'organisme d'accréditation algérien Algerac, Lâarbi Hocine.

Lors d'une réunion sur l'innovation et la promotion de la qualité du produit national, organisée par la wilaya dans le cadre des rencontres initiées par le ministère de l'Industrie et des Mines à l'échelle nationale, le même responsable a mis l'accent sur l'importance de l'accréditation comme procédure permettant la reconnaissance formelle des compétences, technique et organisationnelle, d'un organisme devant effectuer une prestation.

"L'accréditation est une condition nécessaire pour accéder au commerce international et permet aux pays en développement de conclure des accords bilatéraux, d'améliorer la qualité des services et des produits et de renforcer la confiance des consommateurs et des exportateurs notamment", a souligné M. Lâarbi, tout en précisant que l'opération d'accréditation touche plusieurs secteurs industriels et autres.

Une cinquantaine d'accréditations ont été déjà établies par Algerac, "chiffre qui va dépasser la centaine d'ici la fin de l'année en cours", a indiqué Lâarbi Hocine à l'APS en marge de cette rencontre, observant que ce chiffre reste insuffisant vu le nombre important de secteurs et de produits à accréditer.

Le représentant de l'Institut national algérien de la propriété intellectuelle a expliqué, pour sa part, à l'assistance composée principalement d'investisseurs, les démarches à suivre pour obtenir cette protection. Il a indiqué que plus 6100 dossiers de demande d'enregistrement de marques ont été déposés au niveau de cet organisme.

R. T.

Pour atteindre 90 millions de quintaux

Vers l'augmentation de la production céréalière

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche oeuvre à augmenter la production céréalière à 90 millions de quintaux au niveau national lors de la saison agricole actuelle, a indiqué jeudi à Tيارت le secrétaire général au ministère, Kamel Chadi.

A l'ouverture d'une rencontre régionale d'évaluation de la campagne labours-semailles, M. Chadi a souligné que le ministère œuvre à doubler la production céréalière ou au moins atteindre une production de 90 millions qx en cas de conditions climatiques similaires à la sai-

son écoulée, faisant savoir que toutes les mesures ont été prises en vue d'améliorer la production dont la fourniture de semences, d'engrais et la mobilisation de différents moyens de soutien.

Le même responsable a signalé, dans ce sens, la disponibilité de plus de 2,5 millions de quintaux d'engrais, exhortant les responsables au niveau des directions des services agricoles à sensibiliser les agriculteurs de l'importance de suivre le processus technique de la céréaliculture qui a un grand rôle dans l'augmentation de la production et de

respecter les consignes des cadres des instituts et centres nationaux spécialisés en matière de l'utilisation des engrais, l'irrigation d'appoint et de désherbage, entre autres. Le secrétaire général du ministère a insisté sur la mobilisation des acteurs du domaine agricole pour apporter un soutien matériel et moral à l'agriculteur, rappelant que le ministère tend à l'extension des terres irriguées de 263.000 à 600.000 ha et l'exploitation de 125.000 ha de terres en jachère pour la culture de légumineuses. L'exploitation de ces terres pour

la production de lentilles et de pois chiche à court terme peut assurer à l'Algérie une autosuffisance à moyen terme surtout que les céréales et légumes sont importantes dans le régime alimentaire algérien et par conséquent réduire la facture d'importation de ces produits, a-t-il indiqué.

Il a également affirmé que le ministère accorde une importance à cette filière en réservant 3,5 millions ha pour la céréaliculture dont 1,3 million ha ont été cultivés à ce jour et que cette superficie est extensible après les mesures de récupération du foncier agrico-

le ayant touché 300.000 ha.

Au passage, Kamel Chadi a rappelé la politique de l'Etat dans le domaine de l'investissement agricole, la mise en valeur des terres qui concernent 600.000 has s'ajoutant à 1,2 million ha dont 200.000 ha dont les projets d'investissement ont été lancés.

Dans une déclaration à la presse, le même responsable a évoqué un partenariat entre acteurs du secteur public et privé pour réhabiliter 17 fermes en situation catastrophique dont on attend les résultats dans les prochaines années.

M. T.

Malgré le rejet marocain de l'autodétermination

Le Maroc et le Front Polisario s'engagent à poursuivre les pourparlers

Le Maroc et le Front Polisario se sont engagés jeudi à Genève à poursuivre les pourparlers pour le règlement du conflit du Sahara occidental, vieux de plus de 40 ans, malgré le rejet du Maroc du principe de l'autodétermination.



Après le départ des Espagnols du Sahara occidental, le Maroc a envahi le territoire, pourtant déclaré non autonome par les Nations unies, et l'occupe illégalement malgré les résolutions de l'Assemblée générale de l'Onu et du Conseil de sécurité qui soulignent que la solution du conflit doit passer par l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

A l'issue des travaux de la table-ronde, l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler, a indiqué dans un point de presse que les discussions, de deux jours de la table-ronde, initiée par lui-même, étaient "intensives", félicitant les délégations pour leur "engagement ouvert et dans un esprit de respect mutuel".

Il s'est dit "très heureux" de relever que les délégations, notamment le Maroc et le Front Polisario, "se sont engagées à poursuivre leurs efforts", espérant que ce processus "sera guidé avant tout par un souci des hommes et des femmes, des enfants et des jeunes du peuple du Sahara occidental".

Horst Kohler s'est dit encore convaincu qu'une solution "pacifique" à ce conflit est "possible".

Pour leur part, les Sahraouis ont réaffirmé leur volonté de poursuivre les discussions avec le Maroc dans le cadre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui prévoient l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

"Nous sommes venus avec un esprit constructif. Ce qui est demandé au Maroc, c'est de dépasser cette situation et de travailler avec nous dans le cadre des efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'Onu, Horst Kohler, et des résolutions du Conseil de sécurité pour une solution juste dans l'attente de la création d'un climat favorable pour instaurer un climat de confiance entre les deux parties", a indiqué le chef de la délégation sahraouie, Khatri Eddouh.

Une solution pacifique au conflit est possible

Il a estimé qu'il est "bénéfique" de créer cette confiance mutuelle entre les deux parties au conflit, notamment pour ce qui concer-

ne "le respect des droits de l'homme dans les territoires occupés, la libération des prisonniers politiques sahraouis, entre autres le groupe de Gdeim Izik, et l'ouverture des territoires occupés pour les journalistes, des observateurs internationaux et les militants des droits de l'homme pour s'enquérir de la situation dans cette partie occupée du Sahara occidental".

La partie marocaine a, cependant, réaffirmé sa position qui fait blocage au processus de négociations et qui rejette d'un trait le référendum d'autodétermination.

Au cours d'une conférence, le chef de la délégation marocaine, le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita, a montré clairement le refus de changer la position de son pays et, à aucun moment, il n'a fait référence à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental en faisant, selon des observateurs, sa propre lecture de la résolution 2440 du Conseil de sécurité.

En effet, la résolution 2440 du Conseil de sécurité avait enjoint, le 31 octobre dernier, le Maroc et le Front Polisario, représentant légitime du peuple du Sahara occidental, de

reprendre les négociations "sans préconditions et de bonne foi" en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

Dans ce contexte, la table-ronde, à laquelle l'Algérie et la Mauritanie ont participé en tant que pays voisins et observateurs, devait aboutir à la relance des négociations directes entre le Maroc et le Polisario, mais M. Kohler a préféré, selon toute vraisemblance, à conduire ce format, en convoquant une autre table-ronde au cours du premier trimestre de 2019, dans l'espoir de trouver un terrain d'entente entre les deux parties en conflit.

Une nouvelle dynamique est en marche

Dans ce cadre, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a indiqué que les efforts de l'émissaire onusien "ont permis la tenue de cette réunion de Genève qui crée une dynamique nouvelle dans le processus de règlement de la question du Sahara occidental".

En effet, le premier résultat "positive", estiment des observateurs, aura été le fait de "faire asseoir autour de la même table les deux parties en conflit", après six ans de blocage du processus de négociations.

L'essentiel, pensent-ils, c'est que "nous assistons à une situation de déblocage qui favorisera notamment la reprise des négociations et la mise en œuvre d'une feuille de route" lorsque Horst Kohler passera du rôle de "facilitateur" à celui de "médiateur".

Il faut noter que ce nouveau contexte est rendu possible, admettent-ils, grâce à une "nouvelle approche" des Etats-Unis vis-à-vis de ce dossier où pratiquement ils ont montré leur agacement sur le statu quo. Le pays de Donald Trump a bataillé, au cours de la dernière session du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental, pour que le mandat de Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental

(Minurso) soit prorogé de six mois seulement afin de trouver, dans le cadre des prochaines négociations maroco-sahraouies, la solution prônée par les résolutions du Conseil de sécurité.

Cependant, ces mêmes observateurs affichent un certain "scepticisme" quant à l'évolution de la position marocaine sur le dossier, notamment du fait que ce pays, même s'il a reçu, ces dernières années, de lourdes défaites sur le plan du droit international, est toujours soutenu par la France, un des cinq membres du Conseil de sécurité.

Reda A.

Des eurodéputés des Verts décident de boycotter le vote sur l'accord UE-Maroc

Des eurodéputés de l'Alliance Verte ont décidé jeudi de boycotter la séance de vote du Parlement européen prévue la semaine prochaine sur l'accord commercial UE-Maroc, incluant illégalement le Sahara occidental occupé, en signe de protestation contre le rapporteur du parlement, Patricia Lalonde, membre d'un groupe de lobbying marocain.

Jeudi, une protestation interne a éclaté au Parlement européen après la poursuite de l'examen de l'accord controversé entre l'Union européenne et le Maroc, a rapporté le site Euobserver faisant état de la contestation des eurodéputés des Verts à cette séance réclamant d'abord les conclusions d'une enquête interne sur une possible violation du code de conduite de l'instance parlementaire par "des élus européens en collision avec

les intérêts marocains", dont Patricia Lalonde.

L'eurodéputée verte finlandaise et vice-présidente du parlement, Heidi Hautala, a annoncé, dans ce contexte qu'elle suspendait sa participation aux travaux du parlement en signe de protestation contre l'examen en cours de l'accord commercial UE-Maroc, exigeant "d'abord la finalisation de l'enquête interne sur une possible violation du code de conduite".

D'autres députés issus du parti Alliance Verte ont décidé également de rejoindre l'appel au boycott des travaux du parlement européenne annoncé par Heidi Hautala. Cette décision fait suite à une enquête menée par le site EUobserver qui a révélé que l'eurodéputée européenne en charge du dossier de l'accord commercial UE-Maroc, la française Patricia Lalonde, était membre du conseil

d'administration de la fondation marocaine EuroMedaA.

La fondation est sous les feux de la critique, car elle compte parmi ses rangs d'anciens ministres et hommes politiques marocains et active depuis le bureau bruxellois du groupe de lobbying Hill + Knowlton+ alors que ne figure pas dans le registre des organisations lobbyistes de l'Union européenne.

Depuis la publication de cette enquête de UEobserver, Patricia Lalonde a annoncé sa démission de la fondation, tandis que d'autres eurodéputés membres de cette organisation font actuellement l'objet d'une enquête interne du Parlement pour une possible violation du code de conduite.

L'organe directeur du Parlement européen s'est réuni, jeudi, pour débattre de la question après que les eurodéputés Verts

eurent demandé la suspension du dossier de l'examen de l'accord controversé UE-Maroc jusqu'à ce que l'enquête sur le code de conduite soit finalisée.

"Malheureusement, le président du parlement Antonio Tajani a décidé de franchir cette étape, lors de la réunion de la conférence des présidents des commissions", a déclaré Heidi Hautala, dans un courriel adressé aux autres députés européens travaillant sur le dossier.

La Commission parlementaire chargée du commerce international (INTA) doit se prononcer sur l'accord commercial UE-Maroc lundi prochain. Mais, Mme Hautala a insisté pour que l'enquête interne sur Patricia Lalonde soit d'abord finalisée, avant d'entamer l'examen de l'accord, affirmant qu'elle a été déçue par la décision du président du parlement M. Tajani. "Je

suspendis pour le moment ma coopération active dans la finalisation du dossier de Mme Lalonde sur l'accord commercial UE-Maroc", a-t-elle écrit dans un courriel électronique, tout en annonçant qu'elle quitterait la salle du parlement lorsque le vote aura lieu. L'accord UE-Maroc est considéré "illégal" par des eurodéputés, car il inclue l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental. Les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a statué que le Maroc n'a aucune souveraineté sur les territoires sahraouis occupés, désignés comme des territoires distincts et séparés et que la Commission européenne doit obtenir préalablement l'accord de la population sahraouie locale pour tout accord économique portant sur son territoire.

R. H.

France

Des "moyens exceptionnels" pour sécuriser la manifestation des Gilets jaunes

Le gouvernement français compte déployer des moyens sécuritaires "exceptionnels", aujourd'hui, en prévision de la journée de manifestation des "Gilets jaunes", a annoncé le Premier ministre, Edouard Philippe, devant le Sénat jeudi.



Le chef du gouvernement a renouvelé l'appel aux "gilets jaunes" à ne pas se rendre à Paris pour manifester, non pas pour "leur interdire de s'exprimer", mais pour "éviter qu'ils soient pris au piège que leur tendent les casseurs", alors que l'exécutif français redoute des cas de violences pour cette journée de mobilisation annoncée par le mouvement.

"Pour y faire face, le gouvernement va mobiliser des moyens exceptionnels qui s'ajouteront aux 65.000 forces de sécurité qui seront déployées dans toute la France", a précisé le Premier ministre devant les sénateurs, sans détailler ces moyens.

"Nous continuerons à faire preuve de la plus grande fermeté. Nous nous battons contre la haine et contre la violence", a-t-il ajouté.

Le Premier ministre a également "salué tous ceux qui ont lancé ou relayé" des appels au calme, appelant à

ce que "la République ait le dernier mot".

A l'avant-veille de la mobilisation des "gilets jaunes", le ministère de l'Intérieur a évoqué, pour sa part, une "stratégie" de maintien de l'ordre qui sera mis en place pour samedi prochain.

Selon plusieurs sources sécuritaires, la quasi-totalité des unités de CRS et d'escadrons de gendarmerie devrait être mobilisée pour assurer le maintien de l'ordre dans le pays.

Réclamées par les syndicats policiers, d'autres solutions sont sur la table, notamment le recours à des véhicules blindés de la gendarmerie ou la présence de militaires pour renforcer la garde des institutions de l'Etat contre toute éventuelle agression.

Les commerces seront fermés, les syndicats dénoncent la violence

Dans ce contexte, la préfecture de police de Paris a appelé jeudi les commerçants du secteur des Champs-Élysées à "fermer leurs portes et accès" au cours de la journée de manifestation des "gilets jaunes" prévue samedi.

Les commerçants ont été aussi appelés à "sensibiliser leurs personnels sur les risques encourus", dans une feuille d'avis signée par la préfecture de police de la capitale.

Plusieurs secteurs sont concernés par cette mesure de sécurité, notamment celui des Champs-Élysées, toutes les voies adjacentes, mais aussi celui du Palais de l'Élysée et des avenues Matignon, Montaigne et Franklin Roosevelt.

Le gouvernement français redoute une "très grande violence" et les services de renseignement ont fait passer tous les voyants au rouge en alertant sur la mobilisation d'une "ultra-droite qui "rêve de révolution" et d'une "ultra-

gauche" qui appelle à "l'insurrection", selon le ministère de l'Intérieur.

A la suite des violences survenues samedi dernier à Paris, ainsi que dans d'autres villes françaises, le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, a annoncé mercredi soir l'annulation de la hausse de la taxe sur le carburant, alors que le premier ministre a rassuré que d'autres mesures fiscales sont envisagées pour soutenir le pouvoir d'achat.

Reliant l'appel au calme lancé par les autorités, sept organisations syndicales ont dénoncé "toutes formes de violences" des "gilets jaunes". Dans une déclaration commune publiée à l'issue d'une réunion, les responsables syndicaux de la CFDT, de la CGT, de Force Ouvrière, de la CFE-CGC, de la CFTC, de l'Unsa et de la FSU ont invité les "Gilets jaunes" à s'exprimer "leurs revendications sans recours à aucune forme de violence".

K. M.

Migrants

MSF et SOS Méditerranée vont "mettre un terme" aux activités de l'Aquarius

Médecins sans frontières et SOS Méditerranée ont annoncé jeudi devoir "mettre un terme" aux opérations de sauvetage de leur navire humanitaire Aquarius.

"Renoncer à l'Aquarius a été une décision extrêmement difficile à prendre", a déclaré dans un communiqué Frédéric Penard, directeur des opérations de SOS Méditerranée, en déplorant "les attaques incessantes dont le navire et ses équipes ont fait l'objet".

Mais l'ONG basée à Marseille (sud-est de la France) "explore déjà activement les options pour un nouveau navire et un nouveau pavillon", et "étudie sérieusement toutes les propositions d'armateurs qui lui permettraient de poursuivre sa mission de sauvetage". "Nous refusons de rester les bras croisés sur le rivage alors que des gens continuent de mourir en mer", a assuré M. Penard.

"C'est un jour sombre", a pour sa part déploré dans un communiqué distinct Nelke Mander, directrice générale de MSF, pour qui "la fin de nos opérations à bord de l'Aquarius signifie davantage de morts en mer".

Privé de pavillon par Gibraltar puis par le Panama, l'Aquarius, qui avait commencé ses opérations de sauvetage au large de la Libye en février 2016, s'est retrouvé bloqué à Marseille début octobre dans l'attente d'un registre où s'inscrire. La semaine dernière Berne lui avait refusé le pavillon suisse.

Fin novembre, la justice italienne avait pour sa part demandé le placement sous séquestre du navire pour une affaire de traitement illégal de déchets.

Des accusations "disproportionnées et infondées" pour SOS Méditerranée qui a déploré "dix-huit mois de criminalisation, de décredibilisation et de diffamation contre les ONG de recherche et de sauvetage" ayant pour résultat d'"encore davantage fragiliser les capacités de sauvetage en mer".

Depuis le début de ses opérations, l'Aquarius a porté assistance à près de 30.000 personnes. Mais le navire a vu les obstacles se multiplier depuis que l'Italie, sous l'impulsion du ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, a fermé ses ports cet été aux navires humanitaires.

T. H.

Libye

Référendum sur la Constitution fin février

Le référendum sur une nouvelle Constitution en Libye pourrait se tenir en février 2019, si les conditions de sécurité sont réunies, a annoncé jeudi le président de la Haute commission nationale électorale (HNEC).

"Il est possible d'organiser un référendum sur le projet de Constitution (...) vers fin février" 2019, a indiqué Imed al-Sayeh, président de cette instance basée à Tripoli dans une conférence de presse.

La première condition requise "a été remplie avec l'adoption d'une loi" sur le référendum par le Parlement élu et basé dans l'est du pays, "même si elle est incomplète et imparfaite", a indiqué M. Sayeh.

Il a toutefois précisé que le compte de la Commission était "dans le rouge", alors qu'elle avait besoin de 40 millions de dinars (environ 30 millions de dollars) pour mener à bien l'opération électorale.

L'organisation du référendum dépendra également de conditions de sécurité, "un défi majeur", selon M. Sayeh.

La HNEC avait été frappée en mai dernier par un attentat meurtrier, revendiqué par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech). Quatorze personnes ont été tuées dans l'attaque, dont neuf employés de cette instance.

Après cette "attaque terroriste", la commission a subi de "lourdes pertes au plan humain mais aussi matériel", a rappelé M. Sayeh.

"Un plan sécuritaire complet est donc nécessaire (...) car la sécurité de notre personnel passe avant tout", a insisté le président de la HNEC.

Auparavant, la Commission avait annoncé que le référendum sur la Constitution permanente de la Libye aura lieu au mois de janvier prochain.

Y. L.

Des étudiants étrangers manifestent contre la hausse des frais universitaires

Plus de 5000 étudiants ont manifesté, jeudi, à Paris contre la hausse des frais d'inscription à l'université pour les étrangers venant hors de la zone de l'Union européenne, mesure récemment annoncée par le gouvernement français, ont rapporté des médias locaux.

Le rassemblement, qui devait avoir lieu devant les locaux de Campus France, un organisme public chargé de promouvoir à l'étranger le système d'enseignement supérieur français, s'est transformé en manifestation qui a gagné plusieurs lieux, aux cris de "solidarité avec les étrangers !" ou "Macron démission !", ont indiqué les mêmes sources.

Selon l'Unef, un syndicat représentant les étudiants en France, il y avait plus de 5.000 personnes lors de cette manifestation.

A partir de la rentrée 2019, les étudiants résidant hors de l'Espace économique européen (EEE) ne paieront plus les mêmes frais d'inscription que leurs homologues européens. Ils devront s'acquitter de 2770 euros en licence et de 3770 euros en master et doctorat, contre 170 euros pour une année de formation en licence, 243 euros en master et 380 euros en doctorat pour les jeunes Européens.

"Avec cette hausse des frais, on refuse les étudiants étrangers, mais on

craint qu'elle ne soit étendue à l'ensemble des étudiants", a affirmé une étudiante en histoire à Paris, qui portait pour l'occasion un gilet jaune, expliquant que "c'est la même colère qui s'exprime contre les lois de Macron en faveur des riches".

"Il y a dans les universités une colère légitime et juste qui ne demande qu'à rejoindre le mouvement des Gilets jaunes", a ajouté cette étudiante, tandis que des groupes d'étudiants ont scandé à l'occasion que "Macron est le président des patrons !" et s'engagent à déclencher une grève pour obtenir "satisfaction".

R. I.

Cancer du sein

Un test sanguin pourrait aider à choisir le traitement

Un test sanguin de détection des cellules tumorales pourrait aider à choisir le traitement le plus adapté dans certains cancers du sein, et ainsi améliorer la survie des patientes, selon un essai clinique présenté jeudi lors d'un congrès aux Etats-Unis.



Pour 300 d'entre elles, le traitement indiqué par le dosage des cellules tumorales circulantes ne correspondait pas à celui qu'aurait choisi le médecin.

Et, selon les chercheurs, "les femmes qui auraient été traitées par hormonothérapie d'après le médecin mais avaient finalement reçu une chimiothérapie à cause de leur taux élevé de CTC dans le sang voyaient leur survie augmentée". Ces résultats, présentés au Symposium sur le cancer du sein de San Antonio (Texas) par le Pr François-Clément Bidard, oncologue à l'Institut Curie, invitent "à combiner les deux approches pour orienter les choix thérapeutiques: le regard du clinicien et le dosage des CTC", estime le chercheur, cité dans le communiqué.

Des travaux de recherche ont déjà montré l'intérêt de ce test sanguin dans le diagnostic et le pronostic du cancer, mais pas encore pour éclairer le choix thérapeutique.

Cette étude a été financée majoritairement par l'Institut national du cancer (INCa) avec "une petite contribution" de CellSearch, la société américaine qui fournit la technologie de dosage des CTC, a précisé le Pr Pierga. Ses résultats feront ultérieurement l'objet d'une publication dans une revue scientifique, a-t-il ajouté.

Bilal L.

"C'est la première étude qui montre qu'en utilisant cette information, on permet d'améliorer la survie des patientes", a expliqué le Pr Jean-Yves Pierga, chef du département d'oncologie médicale de l'Institut Curie, où a

été menée l'étude.

Les femmes atteintes d'un cancer du sein avec métastases dit "hormonosensible" (le plus fréquent) sont le plus souvent soignées par traitement hormonal, la chimiothérapie, qui produit de lourds effets secondaires, étant réservée aux patientes

atteintes des formes les plus graves.

Mais actuellement, "les critères permettant aux médecins d'évaluer cette gravité, et donc le choix du traitement restent flous", soulignent dans un communiqué l'Institut Curie et l'Université de Versailles Saint-

Quentin-en-Yvelines.

Au cours d'un essai clinique qui a inclus 778 patientes d'une quinzaine d'hôpitaux français, la moitié a vu son traitement choisi en fonction de l'évaluation du médecin et l'autre moitié en fonction de son taux de cellules tumorales circulantes (CTC).

Etablissements hospitaliers de Batna

Un budget pour la réhabilitation des équipements

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui a annoncé, jeudi à Alger, l'affectation d'une enveloppe financière à la réhabilitation et le renouvellement des équipements des services des établissements hospitaliers de la wilaya de Batna, et ce en fonction des priorités définies par le conseil scientifique de ces établissements.

"Le ministère a affecté une enveloppe financière à la réhabilitation et le renouvellement des équipements des services des établissements hospitaliers de la wilaya de Batna et ce suivant les priorités définies par le conseil scientifique de ces établissements", a précisé le ministre en réponse aux préoccupations d'un député de la wilaya de Batna, qui s'articulent autour de l'insuffisance des établissements hospitaliers et le manque de médecins spécialistes au niveau de la

wilaya, lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales présidée par M. Mouad Bouchareb, président de l'Assemblée. Evoquant les structures de santé au niveau de cette wilaya, le ministre a affirmé que "le ministère accorde un grand intérêt à ce parc et oeuvre à la mise en place d'une carte sanitaire pour la région, tout en se concentrant sur le volet des services, notamment les urgences médicales".

A une question du député sur la réalisation d'un nouveau centre hospitalo-universitaire (CHU), l'actuel ne répondant plus aux normes, le premier responsable du secteur de la santé a souligné que cette question était "tributaire de la disponibilité des affectations financières",

rappelant, par la même, que l'Etat accordait actuellement un intérêt particulier à l'achèvement des CHU des wilayas de

Ouargla et Bechar qui permettront, a-t-il dit, d'assurer une meilleure couverture sanitaire à ces deux régions".

Pour ce qui est des nouveaux projets programmés à Batna, le ministre a annoncé que son secteur était en passe d'élaborer un décret exécutif sur l'autonomie financière et administrative de ses établissements hospitaliers tout en les dotant des moyens humains nécessaires.

Il a salué, dans ce sens, "les opérations de greffe rénale et du foie menées régulièrement au niveau de l'EHU de Batna".

Concernant le manque enregistré en matière de structures sanitaires mère et enfant outre l'absence des établissements spécialisés en maladies psychiatriques à Saida, le Pr. Hasbellaoui a rappelé que cette wilaya avait "bénéficié dernièrement de trois (03) hôpitaux et deux (02) polycliniques".

Dans ce contexte, M. Hasbellaoui a fait

état de plusieurs projets programmés, entre autres, la réalisation d'un hôpital spécialisé à la santé mère et enfant qui contribuera, ajoute-t-il, à "l'amélioration du niveau de couverture sociale et de la qualité de prestations". "Le ministère avait acquis 100 ambulances pour combler le manque enregistré dans les régions enclavées", a-t-il fait savoir.

Pour ce qui est de la réalisation d'un centre de lutte contre le cancer à la même wilaya, le ministre a affirmé que la concrétisation de ce genre de projets était tributaire de certaines conditions notamment la disponibilité des ressources humaines qualifiées dont la formation dure plusieurs années, mettant en avant, à cette occasion, le deuxième plan national de lutte contre le cancer (2019-2023) qui sera lancé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Asmaa A.

Secteurs privé et public

Nécessaire renforcement de la relation entre les pharmaciens

Les participants au séminaire national des pharmaciens d'officine ont appelé, jeudi à Biskra au terme de leurs travaux, au renforcement de la relation entre les pharmaciens privés et leurs partenaires activant dans le secteur public afin de promouvoir le service de santé.

Dans leurs recommandations, les intervenants au cours de la rencontre ont mis l'accent sur le rôle

principal du pharmacien dans le système sanitaire et la nécessité de valoriser sa place dans le régime de couverture sociale pour contribuer à la réussite du système de la carte Chifa qui concerne plus de 37 millions personnes".

Les participants ont appelé à concevoir de nouveaux textes qui encouragent l'industrie pharmaceutique et à œuvrer en partenariat avec le ministère de la Santé,

de la Population et de la Réforme hospitalière pour élaborer les textes portant modalités d'application de la loi sur la santé et réviser les chartes de déontologie.

Les intervenants ont également considéré que le pharmacien est "un maillon important" dans la prise en charge sanitaire du malade au côté des autres acteurs, dont les fournisseurs de médicaments et les structures

sanitaires publiques et privées, ainsi que dans le suivi d'éventuelles complications dans la prise de médicaments et la prévention des maladies comme le diabète.

Les pharmaciens ont aussi insisté sur le caractère obligatoire de la participation aux programmes de formation continue afin de promouvoir le service de santé assuré par le pharmacien.

Ils ont appelé à la révision du texte légal relatif aux permanences des pharmacies, notamment les permanences de nuit.

Pas moins de 450 pharmaciens de 36 wilayas du pays ont participé à cette rencontre, tenue au complexe Sidi Yahia, dans le cadre du programme de formation et d'information du Syndicat national des pharmaciens d'officine.

H. M.

Khémis Miliana (Aïn Defla)

Près de 2800 logements en cours de réalisation

Au total, 2788 logements tous segments confondus sont en cours de réalisation à Khémis Miliana (Aïn Defla), a indiqué jeudi la directrice locale du logement.



D ce quota, 1238 unités sont des logements publics locatifs (LPL), 200 logements publics aidés (LPA), 1250 selon la formule location-vente et 100 autres dans le cadre du Fonds National de Péréquation des Œuvres sociales (FNPOS), a précisé Fatiha Arkab au cours d'une réunion consacrée à l'évaluation des opérations de développement lancées au profit de la commune de Khémis Miliana (27 km à l'est du chef-lieu de wilaya).

Le taux d'avancement de ces travaux de réalisation de ce programme oscille entre les 6 et 72 %, a signalé Mme Arkab, mettant l'accent sur le volet qualitatif des habitations.

La même responsable a fait savoir que le programme de logements alloué à Khémis Miliana s'élève à

4128 unités tous segments confondus, faisant état de l'imminence du lancement d'un programme complémentaire de 400 logements de type LPA et 450 autres en location-vente au profit de cette commune.

Intervenant à cette occasion, le wali de Aïn Defla, Azziz Benyoucef, a mis en exergue les efforts consentis par l'Etat en matière de réalisation de logements, observant que cette démarche est motivée par le souci de l'amélioration des conditions de vie du citoyen. Il a soutenu que les clés des logements dont les listes ont été affichées en septembre dernier à El Attaf, Aïn Defla, El Abadia et Khémis Miliana seront remises à leurs bénéficiaires une fois l'étude exhaustive des recours introduits complètement achevée. "C'est légitime

que le citoyen aspire à avoir les clés de son logement dans les plus brefs délais, mais cela ne peut se faire sans l'aval des commissions de logements des daïras dont le travail se fait, manifestement, de manière lente, mais qui doivent étudier dans les moindres détails les recours introduits", a-t-il signalé.

Pour le chef de l'exécutif, tout travail fait dans la précipitation ne peut que manquer de rigueur et de de crédibilité car pouvant conduire à des erreurs, appelant le citoyens à faire preuve de civisme et à laisser travailler les commissions de logements des daïras dans la sérénité et la quiétude.

Evoquant les sit-in de protestations organisé à proximité des sièges des daïras pour dénoncer la composante des listes des

bénéficiaires de logements comme ce fut le cas à Khémis Miliana, il a soutenu que cette pratique n'a pas lieu d'être car "susceptible de perturber le travail des commissions de daïras".

"Dès lors que le citoyen peut être reçu une fois par semaine au niveau de l'APC ou la daïra pour exposer ses doléances dont celles se rapportant au logement, les sit-in n'ont, en réalité, pas lieu d'être d'autant qu'ils peuvent être exploités par des personnes aux desseins inavoués", a-t-il argumenté.

Divers aspects liés au développement de la commune de Khémis Miliana ont été débattus durant cette rencontre abritée par la salle de réunion de la wilaya en présence notamment des directeurs de l'exécutif et de représentants de la société civile de Khémis Miliana.

Ghani I.

Sétif

Des assiettes foncières seront réservées à l'investissement en aquaculture

■ Des assiettes foncières seront réservées aux investisseurs dans le domaine de l'aquaculture dans la wilaya de Sétif "à partir de l'année 2019", a indiqué jeudi le directeur de la pêche et des ressources halieutiques, Toufik Boutchent.

Le même responsable a indiqué que ses services coordonnent avec les différents responsables locaux, les chefs de daïras et les présidents des assemblées populaires communales (P/APC) notamment pour la mobilisation de foncier, sous la formule concession, pour les investisseurs en aquaculture.

Ayant ciblé 15 daïras de la wilaya de Sétif, cette opération sera généralisée également dans les autres wilayas affiliées à la direction de la pêche et des ressources halieutiques de Sétif, à savoir M'sila, Batna et Bordj Bou Arreridj, a souligné le même responsable.

"Le secteur de la pêche et de l'aquaculture connaîtra une dynamique sans précédent, l'année prochaine avec la mise en service de plusieurs projets", a assuré le même responsable.

Il a notamment évoqué un établissement de pisciculture d'un investisseur privé de la commune de Hasnaoua (Bordj Bou Arreridj), d'une capacité de production annuelle de cinq (5) tonnes, ainsi qu'une infrastructure similaire dans la commune de Texter (Bordj Bou Arreridj), d'une capacité de production de 200 tonnes/an.

Aussi, il est attendu la mise en service d'un projet piscicole à Sétif, à la retenue collinaire "Boukahoula" de la commune d'Ain Abbasa, dont la capacité de production annuelle est estimée à 20 tonnes, est-il indiqué.

S'agissant de l'intégration de l'activité aquacole dans le domaine agricole, M. Boutchent a souligné que les services de son département ont procédé à l'installation de plusieurs bassins piscicole ainsi que la formation de 72 agriculteurs de la wilaya de Sétif dans ce domaine.

Une session de formation au profit des agriculteurs de la wilaya de Batna sera organisée par les services de cette direction en coordination avec la chambre la pêche et des ressources halieutiques, a-t-on souligné, notant que ces sessions de formation cibleront "prochainement" les agriculteurs des wilayas de M'sila et de Bordj Bou Arreridj.

Le même responsable a estimé que le développement du secteur de l'aquaculture dans la région des hauts plateaux permettra de renforcer la sécurité alimentaire dans les zones rurales et les wilayas de l'intérieur du pays, signalant que cette filière augure d'un avenir prometteur.

T. L.

Raccordement au réseau du gaz naturel de 400 foyers

■ Un total de 400 foyers du groupement d'habitation d'Ouled Bourouba, commune de Beni Fouda (Nord Est de Sétif), a été raccordé jeudi au réseau du gaz naturel, dans une ambiance festive, a-t-on constaté.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'énergie Mohamed Meziani a précisé en marge de la cérémonie de mise en service de cette énergie vitale, présidée par le wali Nacer Maaskri, que cette opération a concerné la réalisation d'un réseau de distribution long de 16,5 km, pour un montant estimé à près de 28 millions de dinars, puisé du budget de wilaya.

Dans le cadre de la généralisation de l'utilisation de cette énergie à travers les villages, les mechtas et zones rurales de cette wilaya, le chef de l'exécutif local a présidé le coup d'envoi de deux autres actions portant réalisation des travaux de raccordement de 700 foyers du groupement d'habitation d'Ouled Ali Ben Nacer (Beni Fouda) pour un investissement public de plus de 62 millions de dinars.

Un autre projet a été lancé au profit de 800 foyers relevant des groupements d'habitation de Kaâouane et d'Ouled Amrane, dans la commune de Guelta Zerga (Nord-Est de Sétif) mobilisant une enveloppe financière de plus de 82 millions de dinars, a-t-on constaté.

Des instructions ont été données à cette occasion par le wali aux promoteurs chargés de ces projets visant le respect des délais de réception pour que les travaux soient achevés "avant le prochain mois de Ramadhan".

Reda A.

Université de Tlemcen

Création d'une spécialité en tourisme et en archéologie

Les participants à un colloque international sur le patrimoine culturel et le développement durable, dont les travaux ont pris fin jeudi à Tlemcen, ont recommandé la création d'une spécialité en tourisme et en archéologie à l'université.

Les recommandations, lors de ce colloque organisé sous le slogan "l'industrie du tourisme au Bassin méditerranéen" ont insisté sur l'implication des différents médias et des réseaux sociaux, la création de musées au sein des universités, la promotion touristique dans les ambassades à l'étranger et les bureaux d'information et d'orientation

touristique et l'installation de bureaux de change au niveau des hôtels dans les zones touristiques.

Il a été également recommandé la programmation de festivals et de manifestations culturelles pour la promotion du tourisme, l'exploitation des monuments dans l'investissement touristique et leur protection, l'adoption d'une stratégie de promotion des sites touristiques en accordant un intérêt particulier au tourisme saharien, la sensibilisation des investisseurs pour réaliser des projets touristiques, l'activation du rôle de la traduction pour faire connaître le patrimoine et les sites touristiques, l'encourage-

ment de la culture touristique au niveau des écoles et de la société civile, la création d'institutions de formation et la formation de guides touristiques. Cette rencontre, de deux jours, a été organisée par le laboratoire du patrimoine archéologique et sa valorisation de l'université "Aboubekr Belkaid" de Tlemcen, en collaboration avec la Direction du tourisme et de l'artisanat, le musée national de la calligraphie, l'association "El Mouahidia" de la ville de Nedroma avec la participation d'universitaires d'Algérie, d'Egypte, de Jordanie et de Tunisie.

R. M.

CONFLITS ►►

Iran

Un attentat suicide contre la police fait deux morts

Deux policiers ont été tués jeudi à Chabahar, dans le sud-est de l'Iran dans un attentat suicide contre un poste de commandement de la police ayant impliqué une voiture piégée et des hommes armés.



Oans nommer aucun pays, le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a accusé "des terroristes soutenus à l'étranger" d'avoir perpétré cette attaque. "Notez bien ceci: l'Iran traduira ces terroristes et leurs maîtres en justice", a-t-il ajouté.

L'assaut a été déclenché peu avant 10h00 (06H30 GMT) dans un quartier commerçant de Chabahar, ville portuaire à une centaine de kilomètres à l'ouest de la frontière pakistanaise, dans la province du Sistan-Baloutchistan, régulièrement théâtre de violences en lien avec des groupes jihadistes ou séparatistes.

Le jeudi est le premier jour du week-end en Iran.

Cet "attentat suicide à la voiture piégée" a causé "la mort de deux membres de la police", a déclaré sur la télévision d'État Mohammad Hadi Marachi, gouverneur adjoint de la province du Sistan-Baloutchistan chargé des affaires de sécurité. Les victimes sont une jeune recrue et

un sous-lieutenant, selon plusieurs médias iraniens.

"Les terroristes ont essayé de forcer le quartier général de la police de Chabahar mais en ont été empêchés par un garde et ils ont alors fait exploser une voiture piégée", a déclaré M. Marachi, sans préciser le nombre d'assaillants.

Au total, quarante-deux personnes, parmi lesquelles des civils (hommes, femmes et enfants), ont été blessées, dont la plupart ont quitté l'hôpital en fin d'après-midi, selon un bilan donné à la télévision.

L'agence Tasnim a diffusé des photos montrant des débris de gros blocs qui pourraient correspondre à un mur écroulé, ainsi que les restes du véhicule utilisé par les assaillants, identifié par plusieurs médias comme un van bleu de marque Nissan.

"Il y a eu un échange de tirs juste après l'explosion" qui a duré "environ 10 minutes", a déclaré à l'AFP sous le couvert de l'anonymat un habitant de Chabahar

joint par téléphone et affirmant s'être trouvé à l'intérieur des bâtiments de la police au moment de l'attaque.

Chabahar dispose d'un port en eaux profondes inauguré en décembre 2017 par le président iranien Hassan Rohani. Du fait de son importance pour l'Inde et pour l'Afghanistan, c'est le seul port iranien qui soit exempté par les sanctions américaines réimposées unilatéralement depuis août.

Frontalière du Pakistan et de l'Afghanistan, la province du Sistan-Baloutchistan, déshéritée, est régulièrement le théâtre d'accrochages meurtriers entre les forces de l'ordre et des séparatistes baloutches ou des groupes jihadistes que Téhéran accuse Islamabad et Ryad de soutenir.

Soldats enlevés

La minorité baloutche, de confession sunnite, représenterait environ 2% de la population iranienne à plus de 90% chiite.

De l'autre côté de la frontière, la province pakistanaise du Baloutchistan est également secouée par une insurrection séparatiste et des violences islamistes, qui ont fait des centaines de morts.

Mi-octobre, un groupe de 12 gardes-frontières et membres du Bassidj (mouvement populaire de "volontaires" organisé en milice et chargé de diverses tâches de maintien de l'ordre) avait été enlevé dans la zone.

Selon l'agence de presse semi-officielle iranienne Isna, l'enlèvement avait été revendiqué par le groupe jihadiste Ja'ish al-Adl ("Armée de la Justice" en arabe) formé en 2012 par d'anciens membres d'une organisation sunnite extrémiste ayant mené une rébellion sanglante au Sistan-Baloutchistan jusqu'en 2010.

Cinq membres du groupe ont été libérés et sont rentrés en Iran après un peu plus d'un mois de détention. Les autres sont présumés toujours retenus comme otages au Pakistan.

Accusé par les États-Unis d'être l'un des principaux "parrains du terrorisme international", l'Iran, qui s'est engagé en Syrie et en Irak, au côté des autorités de ces deux pays contre le groupe État islamique (EI) et d'autres groupuscules jihadistes clame au contraire être un rempart contre le terrorisme.

Fin septembre, cinq hommes d'un commando armé avaient ouvert le feu sur un défilé militaire à Ahvaz, dans le sud-ouest de l'Iran, tuant 24 personnes avant d'être abatus. L'attaque a été revendiquée par l'EI et un groupe séparatiste arabe.

L'EI a revendiqué sa première attaque en Iran le 7 juin 2017. Dix-sept personnes avaient alors été tués dans un double attentat à Téhéran.

Quelques mois plus tôt, l'organisation avait menacé d'agir en Iran en représailles au soutien militaire et logistique apporté par Téhéran aux autorités en Syrie et en Irak.

AFP

Palestine

Le gouverneur d'El-Qods interdit par les soldats d'occupation d'entrer en Cisjordanie

Le gouverneur d'El-Qods occupée, Adnan Gheith, a été interdit jeudi par des troupes militaires israéliennes d'entrer en Cisjordanie occupée pendant une durée de six mois, a rapporté l'agence de presse palestinienne, Wafa.

"Les israéliens ont remis au gouverneur d'Al-Qods occupée, Adnan Ghaith un ordre militaire pour l'empêcher d'entrer en Cisjordanie occupée pendant six (6) mois après l'avoir convoqué ce matin (jeudi) au centre de détention 'Al-Maskubiya' à El-Qods occupée", a fait savoir l'agence.

Début novembre écoulé Gheith, a été agressé puis arrêté par des troupes militaires israéliennes, au même titre que le directeur de l'institution, Muhannad Shalhab, ainsi que des citoyens palestiniens.

Fin octobre dernier, ce responsable qui se trouvait à bord de son véhicule, a été arrêté pendant deux jours par les forces israéliennes de l'occupation dans la localité de Beit Hanina au nord d'El-Qods occupée.

La résidence surveillée lui avait été imposée pour une durée de sept jours, outre une amende de 20000 shekels (5000 euros).

Le gouvernement palestinien du consensus nationale a fermement condamné l'arrestation du gouverneur d'El-Qods occupée, après la perquisition de sa maison par les forces israéliennes de l'occupation dans la localité de Silwan au sud de la mosquée d'Alqsa.

Reda A.

Quatre Palestiniens blessés par des tirs des soldats israéliens à Jénine

Quatre Palestiniens ont été blessés, jeudi, par des tirs des forces de l'occupation israéliennes à Jénine, a indiqué l'agence de presse palestinienne Wafa. "Quatre jeunes palestiniens dont 3 adolescents ont été blessés lors d'une incursion jeudi matin de soldats israéliens dans le camp de réfugiés de Jénine", précise la même source. Durant cette opération, les forces de l'occupation israéliennes ont mené plusieurs perquisitions et procédé à l'arrestation de deux jeunes palestiniens, ajoute Wafa. Les forces de l'occupation israéliennes ont intensifié leur présence et déployé leurs engins militaires à proximité des villages et des villes de la province, relève la même source.

H. T.

Yémen

Gouvernement et rebelles tentent de renouer le dialogue en Suède

Des consultations sous haute tension se sont ouvertes jeudi en Suède entre le gouvernement et les rebelles du Yémen, sous l'égide du médiateur de l'ONU qui a salué une "opportunité unique" de ramener les belligérants sur le chemin de la paix, pavé d'embûches.

Pays le plus pauvre de la péninsule arabe, le Yémen est dévasté par le conflit armé qui oppose depuis 2014 le gouvernement, soutenu par l'Arabie saoudite, aux rebelles appuyés par l'Iran. Les hostilités ont fait au moins 10.000 morts et poussé 14 millions de personnes au bord de la famine.

Pour le médiateur de l'ONU, le Britannique Martin Griffiths, les discussions engagées jeudi dans un centre de conférence à Rimbo, localité rurale située à une cinquantaine de kilomètres au nord de Stockholm, constituent une "opportunité unique" face à l'urgence humanitaire.

"Je ne veux pas me montrer trop optimiste mais je veux être très ambitieux", a-t-il déclaré devant des journalistes, en présence des délégations yéménites, réunies autour d'une même table pour la première fois depuis plus de deux ans.

Selon M. Griffiths, des pourparlers de paix stricto sensu demeurent à ce stade hypothétiques. Les "consultations" en Suède

sont d'abord destinées à "construire la confiance" et "réduire la violence" sur le terrain, a-t-il souligné.

Un responsable de l'ONU a indiqué jeudi soir sous couvert d'anonymat que les premiers contacts s'étaient tenus dans "un esprit positif" de part et d'autre. "Nous avons des raisons d'être optimistes" malgré les points de blocage potentiels et le spectre d'une escalade militaire sur le terrain qui ferait dérailler les pourparlers, a-t-il ajouté.

Les 12 membres de chaque délégation doivent échanger directement sur des sujets spécifiques. Plus prosaïquement, ils partagent une même salle de restauration censée favoriser, de façon moins formelle, leur rapprochement.

Partis en 2014 de leur bastion du nord du Yémen, les rebelles Houthis ont pris le contrôle de vastes régions, dont la capitale et la ville portuaire de Hodeida (ouest) par où transite l'essentiel de l'aide humanitaire.

Peu avant l'ouverture des discussions, gouvernement et rebelles ont exprimé séparément des exigences avant tout accord dans un échange de tweets peu diplomatiques.

Le gouvernement a exigé "le retrait intégral" des rebelles de Hodeida, où des combats sporadiques se poursuivent malgré une

trêve conclue en novembre.

De leur côté, les rebelles ont menacé d'empêcher les avions de l'ONU d'utiliser l'aéroport de la capitale Sanaa si les pourparlers n'aboutissent pas à la reprise du trafic aérien civil.

Il ne s'agit toutefois pas de "préalables" aux consultations politiques, a souligné le responsable de l'ONU.

Toutes les tentatives visant à mettre fin à la guerre qui dure depuis quatre ans ont échoué jusqu'ici, alors que la situation humanitaire est la pire du monde selon l'ONU.

En septembre, des pourparlers de paix ont échoué sur le refus des négociateurs Houthis de se rendre à Genève sans garantie sur leur voyage retour vers la capitale Sanaa et sur l'évacuation de rebelles blessés vers Oman.

Les pourparlers en Suède ont été favorisés par deux facteurs : la forte pression internationale exercée sur l'Arabie saoudite depuis l'assassinat le 2 octobre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans son consulat d'Istanbul, et l'évacuation lundi de 50 rebelles blessés vers Oman.

Un accord en vue d'échanger des centaines de prisonniers a par ailleurs été conclu cette semaine.

AFP



AFRICAINES

Ebola en RDC

271 morts, l'épidémie va durer encore des mois

L'épidémie à virus Ebola qui sévit dans l'est de la République démocratique du Congo depuis août et qui a fait 271 morts "va encore durer quelques mois", a estimé jeudi le ministre congolais de la Santé.



Déclarée le 1er août, la dixième épidémie d'Ebola sévit dans les provinces troubles du Nord-Kivu (est) et de l'Ituri (nord-est).

"Cette épidémie va certainement encore durer quelques mois", a déclaré le ministre de la Santé, Dr Oly Ilunga Kalenga lors d'une conférence de presse à Kinshasa.

"Chaque fois qu'il y a un cas déclaré par exemple aujourd'hui, vous devez vous dire que l'épidémie va encore durer 60 jours", a-t-il expliqué.

Depuis le début de l'épidémie, "le cumul des cas est de 458, dont 410 confirmés et 48 probables. Au total, il y a eu 271 décès (223 confirmés et 48 probables) et 146 personnes guéries", a détaillé le Dr Oly Ilunga. En outre, "94 cas suspects sont en cours d'investigation", alors que la maladie a touché 14 zones de santé dont trois en Ituri et 11 dans le Nord-Kivu, a encore expliqué le ministre de la Santé.

Pour lui, "tous les efforts sont faits pour continuer à casser la chaîne de transmission

de la maladie et à limiter sa propagation".

Jusqu'à présent, "on est parvenu à contenir l'épidémie dans le nord du Nord-Kivu et par rapport aux pays voisins, mais le risque est toujours présent et nous continuons à y faire face", a-t-il nuancé.

L'épidémie dans la région de Beni, à une cinquantaine de kilomètres de l'Ouganda, est "la plus complexe de l'histoire du monde, sans la longue expérience de nos experts congolais, sans la disponibilité des médicaments thérapeu-

tiques, nous serions probablement dans la trajectoire de l'épidémie de l'Afrique de l'ouest" en 2014 qui a fait 11.000 morts, selon le ministre Oly Ilunga Kalenga.

La dixième épidémie d'Ebola sur le sol congolais depuis l'apparition du virus en 1976 est signalée dans des centres urbains à forte densité et mobilité de la population. C'est en même temps une zone de grande insécurité, en raison de la présence de dizaines de groupes armés.

AFP

Missions de paix africaines Conditions américaines drastiques pour un financement onusien

< Les Etats-Unis envisagent de poser des conditions drastiques à un éventuel financement par l'ONU de futures opérations de paix africaines, objet d'un projet de résolution dont la Côte d'Ivoire souhaite l'adoption prochaine, ont rapporté des médias.

Ce projet des trois membres africains actuels du Conseil de sécurité (Ethiopie, Guinée équatoriale et Côte d'Ivoire), soutenus par la France et la Chine, prévoit "au cas par cas" la possibilité d'un financement onusien allant jusqu'à 75% du coût d'opérations menées par des Africains.

Pour ses concepteurs, le projet vise à avoir "une résolution-cadre qui fixe le principe d'un co-financement" pour l'avenir, explique un diplomate sous couvert d'anonymat. Ensuite il y aura des choix en fonction des missions, avec un mandat de l'Union africaine endossé par une résolution du Conseil de sécurité, ajoute-t-il.

Parmi ses conditions, Washington, premier contributeur financier à l'ONU et qui cherche à réduire ses dépenses, demande que l'Union africaine fournisse un rapport au Conseil de sécurité d'ici six mois sur ses efforts pour protéger les droits humains, renforcer ses capacités de financement et améliorer la discipline de ses troupes.

Les Etats-Unis réclament aussi que le secrétaire général de l'ONU fasse ensuite un rapport sur la capacité de l'Union africaine à mener de "futures opérations de paix" sur la base "de normes équivalentes à celles qui prévalent pour les opérations de paix de l'ONU" actuelles en Afrique.

Ce n'est qu'après ces rapports que le Conseil de sécurité examinera un éventuel financement de l'ONU des opérations africaines, exige aussi Washington en fixant à décembre 2019 l'échéance pour une éventuelle décision. En début de semaine, le président en exercice du Conseil de sécurité, l'ambassadeur ivoirien Léon Kakou Adom, avait estimé en évoquant les négociations en cours que "les choses se présentaient plutôt bien". "C'est plus des demandes d'éclaircissements que des oppositions de principe" qui ont été formulées, avait-il ajouté dans une allusion implicite à la réticence des Etats-Unis à voir l'ONU financer des opérations africaines.

K. M.

Au moins 12 personnes tuées à la machette par des rebelles

Au moins 12 personnes ont été tuées jeudi par les présumés rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) à Mayangose, un village situé à l'est de la ville de Beni dans l'est de la République démocratique du Congo, ont indiqué des sources sécuritaires. A en croire la même source sécuritaire et elle de la société civile, les victimes ont été tuées à la machette vers 07h00 heure locale lorsque elles se dirigeaient dans leurs champs, selon la société civile locale. Dans la journée, l'armée qui tentait de récupérer les corps des

victimes a été empêchée par une résistance farouche des assaillants, a indiqué Nyonyi Bwanakawa, le maire de la ville de Beni qui a ajouté que "seuls deux corps ont été récupérés". "Jusqu'à 15 heures de ce jeudi il y avait encore 12 personnes tuées, seuls deux corps sont arrivés à la morgue. Quand les militaires de la force régulière sont partis récupérer les corps, en tout cas ils se sont butés à une résistance terrible des assaillants, et ils ont pu battre retraite", a affirmé aux médias sur place, le maire de la ville. Ces massacres se déroulent au

moment où l'armée régulière a annoncé la semaine dernière avoir repris le contrôle du village de Kididiwe à Mayangose présenté comme "base stratégique de ces rebelles ADF-Ougandais qui ont multiplié les attaques depuis le mois dernier dans la ville de Beni et ses environs. Le 13 novembre dernier, les forces armées de la RDC, et la brigade d'intervention de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) ont conjointement lancé l'opération de planification dite "Usalama" pour détruire les campements des rebelles

à partir desquels ils lancent les attaques contre la population civile. Au moins sept militaires de l'ONU du contingent du Malawi et de la Tanzanie mais aussi plusieurs autres de l'armée congolaise ont trouvé la mort lors de cette opération militaire. L'opération militaire et les attaques de ces assaillants dans cette zone de Beni perturbent gravement la riposte des travailleurs de santé contre l'épidémie du virus Ebola qui frappe cette partie du pays depuis plusieurs mois maintenant.

R. A.

Côte d'Ivoire

Le nord du pays subit d'importantes coupures d'électricité

Le nord de la Côte d'Ivoire subit d'importantes coupures d'électricité depuis quatre jours, contraignant des femmes à accoucher à la lumière de lampes à pétrole dans des maternités, selon des témoignages rapportés jeudi par un correspondant de l'AFP. A Korhogo, Ferkessedougou, Tingréla, Boundiali, les quatre grandes villes du Nord ivoirien, les habitants doi-

vent se passer d'électricité de la tombée de la nuit à 18 heures jusqu'au matin à 7 heures. Une situation qui prévaut aussi dans les villages. La compagnie ivoirienne d'électricité (CIE, publique) a expliqué dans un communiqué mercredi ces "perturbations" par d'"importants travaux engagés à la suite d'un accident qui a entraîné la chute de trois pylônes de la ligne haute tension alimentant les locali-

tés de l'ouest et du nord" de la Côte d'Ivoire. "Il y a également, en même temps, des travaux de renforcement d'autres lignes à haute tension", a précisé jeudi la direction de la communication de la CIE. A Tingréla, toute la ville a été plongée dans le noir ces quatre dernières nuits. Boundiali s'est aussi passée de courant depuis deux nuits. "Dans des maternités, des accouchements se font à la

lampe-torche ou à la lampe à pétrole", a témoigné Karine Kouadio, sage-femme dans une maternité de Boundiali.

"Nous corrigeons les devoirs des élèves à la lampe à pétrole, à la bougie ou à la lumière de nos téléphones portables", a raconté René Koné, enseignant d'un lycée de Boundiali.

A Korhogo, les délestages de courant se font quartier par quar-

tier depuis deux nuits.

La Côte d'Ivoire, qui dispose d'un réseau de 5.000 km de lignes à haute tension, projette de doubler sa production électrique d'ici 2020, de 2.200 mégawatts, à 4000 MW, puis de la tripler d'ici 2030, à 6.600 MW. Via les lignes à haute tension du nord ivoirien, elle exporte de l'électricité au Mali et au Burkina Faso.

AFP

Dernier adieu à l'ex-président américain George H.W. Bush

Houston (Etats-Unis) (AFP) - L'ancien président américain George H.W. Bush a reçu jeudi un dernier adieu populaire au Texas avant d'être inhumé dans l'intimité aux côtés de l'épouse qu'il a chérie pendant plus de 70 ans, Barbara, et de leur fille décédée en bas âge.

Q uatre jours de cérémonie, des funérailles d'Etat et les plus grandes figures politiques, démocrates et républicaines, rassemblées: les Etats-Unis ont traversé un bref, et rare, moment d'unité pour les obsèques du 41^e président des Etats-Unis (1989-1993).

Loin des caméras, George H.W. Bush a été inhumé en famille en fin de journée sous un ciel gris, près de la bibliothèque présidentielle qui porte son nom à College Station, au Texas.

"Le 41^e président des Etats-Unis d'Amérique, George Herbert Walker Bush, est arrivé en sa dernière demeure", a annoncé son porte-parole, Jim McGrath.

Décédé à l'âge de 94 ans au Texas, le 30 novembre, il a été enterré aux côtés de Barbara, son épouse et grand amour pendant 73 ans, décédée en avril, et de Robin, leur fille morte d'une leucémie lorsqu'elle avait 3 ans.

"Dans notre deuil, nous pouvons sourire", avait déclaré mercredi son fils George W. Bush, entre les larmes, "car nous savons qu'il serre Robin dans ses bras et a de nouveau la main de maman dans la sienne".

Agitant des drapeaux américains, des citoyens anonymes s'étaient massés jeudi sur les bords des voies pour saluer le train aux couleurs de l'avion présidentiel Air Force One, et marqué de son nom, qui transportait sa dépouille depuis Houston.



Une patrouille militaire a survolé le convoi, encadré par une garde d'honneur.

"Courage"

George W. Bush, 43^e président américain, et ses proches ont accompagné sa dépouille à chaque étape des multiples honneurs rendus, à Washington et au Texas, au dernier président américain de la Guerre froide.

Dans la matinée, jeudi, sa famille et des proches s'étaient réunis pour une ultime cérémonie à l'église épiscopale de St. Martin à Houston, que la famille Bush fréquente depuis des décennies.

Né dans une riche famille du nord-est des Etats-Unis, George H. W. Bush avait choisi cet Etat du sud pour démarrer sa carrière dans le pétrole, après avoir servi comme pilo-

te de l'US Navy lors de la Seconde Guerre mondiale. Il en avait fait ses terres d'adoption.

Fils de sénateur, il avait été élu à la Chambre des représentants dans les années 1960 avant de partir représenter les Etats-Unis en Chine puis d'être nommé chef de la CIA et, enfin, vice-président de Ronald Reagan.

Elu à son tour président des Etats-Unis en 1988, il avait vu tomber le mur de Berlin et s'effondrer l'Union soviétique.

Il mena plus tard la coalition internationale pendant la première guerre du Golfe, puis fut nettement battu en 1992 par le démocrate Bill Clinton qui lui barra la route d'un second mandat. "Il avait le courage d'un guerrier. Mais lorsque l'heure était à la prudence, il a

toujours conservé le plus grand courage d'un pacificateur", avait déclaré jeudi à l'église son ancien secrétaire d'Etat James Baker, dont il était très proche.

Dans la lignée des hommages très personnels qui lui avaient été rendus la veille en la cathédrale de Washington, l'ex-chef de la diplomatie américaine a aussi salué, la voix un temps brisée par les larmes, "sa gentillesse sans limite".

AFP

Les Etats-Unis veulent freiner l'expansion de Huawei, selon Pékin

■ Les Etats-Unis cherchent à freiner l'expansion mondiale de l'équipementier télécoms chinois Huawei, écrit vendredi le Daily China, voix officielle de Pékin en langue anglaise, après l'arrestation au Canada de la directrice financière de Huawei sur demande des autorités américaines.

Meng Wanzhou, 46 ans, directrice financière de Huawei et fille de Ren Zhengfei, le fondateur du groupe, a été arrêtée à la demande des Etats-Unis le 1^{er} décembre à Vancouver, au Canada, lors d'une correspondance entre deux vols. Elle comparaitra vendredi devant un tribunal et pourrait être extradée aux Etats-Unis. Son arrestation a eu lieu le jour même du dîner entre le président américain Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping à

Buenos Aires en marge du sommet du G20, à l'issue duquel les deux dirigeants ont décidé de ne pas imposer de nouveaux droits de douane et à trouver un accord sur le commerce d'ici à 90 jours.

Donald Trump n'était pas au courant de la demande américaine d'extradition avant son entretien avec Xi Jinping, ont assuré jeudi deux représentants de la Maison blanche.

La Chine a demandé la libération immédiate de Meng, arguant que ni le Canada ni les Etats-Unis n'avaient donné de motif d'arrestation.

Selon des sources proches du dossier, Meng a été interpellée dans le cadre d'une enquête américaine sur un montage bancaire permettant d'échapper aux sanctions contre l'Iran ins-

taurées par Washington.

Cette arrestation, dont on ne connaît toujours pas la cause, semble faire partie du projet des Etats-Unis visant à faire pression sur leurs alliés pour qu'ils n'utilisent pas de produits Huawei, écrit le China Daily dans une tribune publiée vendredi.

"Une chose est sûre, les Etats-Unis font tout ce qu'ils peuvent pour contenir l'expansion de Huawei dans le monde, simplement parce que cette société est le fer de lance de firmes technologiques chinoises compétitives", ajoute-t-il. Les relations sino-américaines ont grand besoin de confiance politique, poursuit le journal, et la démarche des Etats-Unis contribue à dégrader cette confiance.

Reuters

Washington somme Moscou de se débarrasser des missiles qui violent le traité FNI

La Russie doit démanteler ses missiles de croisière à capacité nucléaire 9M729 et leurs lanceurs ou modifier leur portée pour se conformer au Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) conclu en 1987, a annoncé jeudi la sous-secrétaire d'Etat américaine au Contrôle des armements et à la Sécurité internationale.

"Soit vous vous débarrassez du système ou du lanceur, soit vous les déplacez où ils ne dépasseront pas la portée" a déclaré Andrea Thompson. L'avant-veille, le secrétaire d'Etat Mike Pompeo avait donné 60 jours à la Russie pour se conformer aux dispositions du traité FNI, faute de quoi Washington le dénoncera.

"Nous restons attachés à la maîtrise des armements, mais nous avons besoin d'un partenaire fiable et ce n'est pas le cas de la Russie en ce qui concerne le FNI ni d'autres traités qu'elle ne respecte pas", a ajouté Jon Huntsman, ambassadeur des Etats-Unis en Russie, qui s'est exprimé aux côtés d'Andrea Thompson.

D'après Washington et ses alliés européens, le missile de croisière 9M729 Novator, que l'Otan appelle SSC-8, dépasse la portée fixée par le traité, ce que Moscou nie. Le texte interdit aux Etats-Unis et à la Russie de produire, de tester et de déployer des missiles nucléaires sol-sol d'une portée comprise entre 500 à 5.500 km.

Reuters

Donald Trump veut relancer la filière électrique au charbon

■ Le gouvernement américain a proposé jeudi d'abroger la mesure prise pendant la présidence de Barack Obama pour limiter les émissions de gaz à effet de serre des nouvelles centrales électriques au charbon, ce qui pourrait relancer la filière.

Le projet autorise l'émission de 1.862 kg de dioxyde de carbone par mégawattheure d'électricité, alors que la limite est actuellement de 635 kg. "Nous sommes en train de lever les charges injustes et d'uniformiser les règles du jeu", a déclaré Andrew Wheeler, directeur par intérim de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), lors d'une conférence de presse. Il s'exprimait en présence de Harry Alford, président de la

Chambre de commerce noire et opposant de longue date aux limites d'émissions de gaz à effet de serre fixées par Barack Obama. La législation actuelle contraint les nouvelles centrales au charbon à recourir en partie au gaz naturel moins polluant ou à installer un système de captage du CO₂.

D'après le gouvernement, deux centrales au charbon seulement doivent être construites au cours des quatre prochaines années. Le gaz naturel est devenu plus rentable, mais l'abrogation des règles en vigueur pourrait changer la donne.

Reuters



Brexit

Theresa May lâche un peu de lest pour convaincre les députés

La Première ministre britannique Theresa May a lâché un peu de lest jeudi pour tenter de convaincre des députés d'adopter son accord de Brexit négocié avec Bruxelles avant un vote à haut risque mardi prochain.

Affaibli par une opposition de tous bords au traité de sortie de l'Union européenne, la dirigeante conservatrice a dit sur la BBC que les députés pourraient avoir le dernier mot sur l'éventuelle activation d'une disposition évitant le rétablissement de contrôles frontaliers sur l'île d'Irlande après le Brexit, un point très controversé du texte.

Désignée par le terme "filet de sécurité" ("backstop" en anglais), cette disposition maintient l'ensemble du Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE ainsi qu'un alignement réglementaire plus poussé pour l'Irlande du Nord, si aucun accord sur la future relation entre Bruxelles et Londres n'est conclu à l'issue d'une période de transition de 21 mois après le Brexit, prévu pour le 29 mars 2019.

Mais le backstop, destiné à préserver l'accord de paix en Irlande du Nord, est décrié par les députés eurosceptiques jusqu'au sein du Parti conservateur au pouvoir, qui y voient un danger d'arrimage permanent du Royaume-Uni à l'UE.

Des dizaines de conservateurs se sont désolidarisés du gouvernement sur le texte, faisant courir un risque élevé de rejet de l'accord au cours du vote, le 11 décembre, à la Chambre des Communes, ce qui plongerait le pays dans l'incertitude et compliquerait le processus de Brexit.

"Pas automatique"

"On parle du backstop comme s'il était automatique. En fait, il n'est pas automatique", a relevé Theresa May, soulignant la possibilité d'étendre "pour un an ou deux" la période de transition à la place.

"Si nous devons l'utiliser, un choix devra être fait et j'examine la question du rôle du Parlement dans ce choix", a-t-elle ajouté, laissant entendre que la décision d'activer le backstop pourrait revenir aux députés, dans une tentative d'apaiser leur révolte.

Un effort immédiatement battu en brèche par l'ancien chef de la diplomatie britannique, Boris Johnson. Cette proposition "est tout simplement impossible", a-t-il affirmé. "En vertu de l'accord, l'UE a le droit, légalement, de nous empêcher de prolonger la transition et de nous faire entrer dans le backstop, quoi qu'en dise la Première ministre ou le Parlement".

Mais face aux demandes pressantes de renégocier le compromis, Theresa May reste ferme : son accord est "bon" pour le Royaume-Uni et "le seul" qui permette de mettre en œuvre le Brexit voté par référendum en 2016, tout en conservant des liens étroits avec l'Union européenne. Devant les députés, le ministre des Finances est venu à la rescousse : "L'idée selon laquelle il y a une possibilité de le renégocier à la dernière minute est tout simplement illusoire", a prévenu Philip Hammond au troisième jour de débats élec-

triques sur l'accord au Parlement.

"Atmosphère empoisonnée"

"Le temps est venu des choix difficiles et des solutions pratiques", a-t-il ajouté. Les autres options, selon lui, sont un Brexit sans accord, néfaste pour l'économie britannique, ou pas de Brexit du tout.

L'ancien ministre et député conservateur Nicholas Soames, pourtant loyal au gouvernement, a lui-même reconnu qu'il était "probable" que Theresa May essuie une défaite pendant le vote du 11 décembre. Il a déploré sur la BBC la guerre interne entre Tories, évoquant une "atmosphère empoisonnée" avec "des collègues remontés les uns contre les autres".

Selon une source parlementaire, les partis s'organisent actuellement en vue de créer une commission chargée d'examiner les scénarios alternatifs à l'accord de retrait défendu par le gouvernement.

Cette commission pourrait alors préparer une contre-proposition et demander au gouvernement de négocier celle-ci auprès des dirigeants européens. Une hypothèse qui exigerait de repousser la date du Brexit.

Mais le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier a répété jeudi à Bruxelles que l'accord actuel était "le seul et le meilleur possible", fermant la porte à toute reprise des discussions.

Partisan de l'organisation d'un second référendum, l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair a appelé Theresa May à "faciliter la recherche de solutions" plutôt qu'à maintenir le vote de mardi. "Il vaut mieux cela plutôt que d'aller de l'avant quand vous savez que vous allez percuter un mur à toute vitesse".

AFP

"Conditions réunies" pour qu'Assange quitte l'ambassade d'Equateur à Londres

■ Le président équatorien Lenin Moreno a annoncé jeudi que les conditions étaient "réunies" pour que le fondateur de WikiLeaks Julian Assange quitte l'ambassade de Quito à Londres, où il est réfugié depuis 2012 pour échapper à d'éventuelles poursuites des Etats-Unis. "Les conditions sont réunies pour que Monsieur Assange prenne la décision de sortir (de l'ambassade) dans une quasi liberté", a déclaré Lenin Moreno à la presse, estimant que le Royaume-Uni avait assuré que l'Australien ne serait pas extradé vers un pays où sa vie serait menacée.

"Je dis "quasi liberté" car nous ne devons pas oublier qu'il (Assange) ne s'est pas présenté devant les tribunaux britanniques et qu'il doit purger une peine pas très longue pour cela. Ce sera à la justice britannique de décider", a ajouté le chef de l'Etat.

Le gouvernement britannique a officiellement indiqué à Quito que la législation "de Grande-Bretagne n'autorise pas l'extradition d'une personne vers un pays où sa vie est en danger", a précisé M. Moreno.

Si les poursuites en Suède contre Julian Assange pour viol et agression sexuelle ont été abandonnées en mai 2017, la justice britannique refuse de lever le mandat d'arrêt émis à son encontre, au motif qu'il n'a pas respecté en 2012 les conditions de sa liberté sous caution.

L'Australien de 47 ans redoute, s'il sort de l'ambassade, d'être arrêté puis extradé et jugé aux Etats-Unis pour la publication par WikiLeaks en 2010 de nombreux secrets militaires et documents diplomatiques américains.

"Je n'aime pas la présence de Monsieur Assange dans l'ambassade d'Equateur" à Londres, a confié Lenin Moreno lors de cet entretien, soulignant toutefois que son pays avait respecté les droits du fondateur de WikiLeaks.

"Dans le cadre du respect de ces droits, il nous semble que six ans c'est trop pour qu'une personne reste quasiment emprisonnée dans une ambassade", a estimé M. Moreno.

Le président Lenin Moreno, qui a pris ses fonctions en mai 2017 et a qualifié le cas Assange de "pierre dans la chaussure" pour son pays, a déclaré en juillet dernier qu'il fallait "lui trouver une issue. Une issue qui respecte ses droits, en particulier son droit à la vie et qui donne en même temps à l'Equateur la possibilité de ne plus avoir ce qui sans aucun doute représente un problème pour notre pays", avait-il ajouté.

AFP

Un proche de "MBS" accusé d'avoir supervisé des actes de torture

■ Évincé de la cour pour son rôle dans le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi, Saud al-Qahtani, un des principaux conseillers du prince héritier saoudien Mohammed ben Salman, a personnellement supervisé des actes de torture commis sur une militante, au moins, a-t-on appris auprès de plusieurs sources informées.

Trois sources de Reuters affirment qu'un groupe d'hommes a torturé cette femme et au moins trois autres par électrocution, flagellation et harcèlement sexuel entre mai et août dans un centre de détention secret de Djeddah. Deux sources de Reuters, qui s'exprimaient sous le sceau de l'anonymat par peur des représailles, ont déclaré que Saud al-Qahtani était présent dans la pièce où se déroulaient les sévices commis contre l'une des militantes qu'il a menacées de viol et de meurtre.

Ces militantes ont été arrêtées pour avoir fait campagne en faveur du droit des femmes à conduire une voiture et pour avoir demandé la fin du système patriarcal en Arabie saoudite.

Ces accusations interviennent alors que Ryad essaye de faire oublier l'assassinat commis contre Jamal Khashoggi le 2 octobre dernier au consulat saoudien d'Istanbul.

Elles font également écho aux témoignages recueillis par Amnesty International et qui accusaient les autorités saoudiennes d'avoir eu recours à la torture par des chocs électriques et par des coups de fouet.

Contacté, un responsable saoudien a réfuté ces accusations qualifiées de "fausses et dénuées de toute connexion avec la vérité".

"Les détenues ont été emprisonnées sur la base d'accusations liées à la sécurité nationale et à la stabilité du royaume", a dit ce responsable qui a ajouté que leurs droits avaient été respectés et qu'elles avaient reçu des soins, que leurs familles avaient pu les rencontrer et qu'elles avaient eu le droit à une visite d'avocat.

AFP

Grèce

Manifestations et incidents en mémoire d'un lycéen tué par un policier

Manifestations et incidents ont marqué en Grèce le dixième anniversaire de la mort d'un lycéen, tué à l'âge de 15 ans par un policier, une bavure qui avait alors soulevé la jeunesse grecque pendant des semaines.

Au total plus de 4.000 personnes, selon la police, ont manifesté à Athènes et Thessalonique (nord) en mémoire d'Alexis Grigoropoulos, tué par balle par un policier le 6 décembre

2008.

Au début de l'après-midi un rassemblement à Athènes, de 800 personnes selon la police, a été émaillé par de brèves échauffourées : un groupe d'une centaine de jeunes a lancé des pierres et divers projectiles contre les forces de l'ordre, qui ont riposté en lançant des gaz lacrymogènes.

Un rassemblement similaire jeudi après-midi sans d'incidents majeurs, d'environ 2.000 personnes, a eu lieu à Thessalonique.

A Athènes en début de soirée environ 1.700 sympathisants des partis et groupes de l'extrême gauche ont manifesté dans le centre-ville, dans le calme.

Mais des groupes de jeunes cagoulés ont provoqué dans la soirée des incidents dans le quartier d'Exarchia, théâtre des heurts fréquents entre mouvance anarchiste et policiers : des barrages



dans les rues construits surtout des poubelles ont été dressés et des feux ont été allumés.

La police a procédé à plus d'une vingtaine d'interpellations.

En même temps, une nouvelle manifestation à Thessalonique jeudi soir a été marquée par des heurts entre jeunes, qui ont jeté de nombreux cocktails Molotov contre les policiers. D'importants dégâts ont été signalés sur le chantier du métro, où un incendie a éclaté.

Plusieurs milliers de policiers ont été déployés à Athènes depuis jeudi matin pour encadrer la com-

mémoration de cette bavure policière, marquée tous les ans par des incidents.

Cette mort avait déclenché à l'époque des semaines de troubles et un sursaut de mobilisation de la jeunesse.

Moins de deux ans plus tard, le pays basculait dans une crise économique dont il n'émerge que péniblement, avec un chômage frappant plus du tiers des jeunes, et une forte émigration de diplômés.

Le policier Epaminondas Korkoneas, qui avait tiré sur Alexis

Grigoropoulos à la suite d'une escarmouche, est actuellement jugé en appel, après une condamnation en première instance à la prison à vie en 2010 pour homicide. Sa ligne de défense est qu'il avait tenté de faire reculer les jeunes qui lançaient des objets sur lui et son coéquipier par des tirs de semence, mais que la balle meurtrière avait ricoché.

Son coéquipier a lui été condamné pour complicité à dix ans de prison, mais a obtenu une libération conditionnelle en 2011.

Reuters

Selon une étude Près d'un Américain sur deux a eu un membre de sa famille incarcéré

■ Près de la moitié des Américains ont un membre de leur famille proche qui a passé au moins une nuit en prison, révèle une étude rendue publique jeudi.

Cette enquête intervient alors que le président Donald Trump a apporté son soutien à un projet de loi bipartisan visant à réformer les peines planchers imposées dans des affaires de stupéfiants, qui devrait permettre de réduire la population carcérale.

Environ 45% des adultes interrogés par des chercheurs de l'université Cornell ont déclaré qu'un parent, conjoint, enfant, frère ou soeur avait été incarcéré au moins une fois dans leur vie, ne serait-ce que pour une nuit.

Plus lourd en conséquence: 22,8% des sondés ont vu ce proche passer plus d'un mois en prison, 13,9% plus d'un an et 3% plus de dix ans, selon cette étude financée par l'organisation FWD.us, fondée par le PDG de Facebook Mark Zuckerberg pour promouvoir des réformes dans les domaines de l'immigration et du droit pénal.

Rappelant que l'incarcération d'un proche représente une lourde charge financière et psychologique, les auteurs de cette enquête espèrent qu'elle serve de "piqûre de rappel sur le travail nécessaire pour soulager les maux causés par ces incarcérations de masse".

Cet été, ils ont interrogé 4.041 adultes, représentatifs de la population américaine. En extrapolant à partir de leurs réponses, ils estiment que 6,5 millions d'adultes américains (1 sur 38) ont actuellement un proche en prison. Ils confirment que les Noirs sont plus concernés que les Blancs (63% versus 42% ont vu un proche passer au moins une nuit en détention), les pauvres que les riches et les habitants du Sud et de l'Ouest plus que ceux du Nord-Est du pays.

L'adoption de lois particulièrement répressives depuis 1980 a fait exploser la population carcérale aux Etats-Unis, qui est aujourd'hui quatre fois plus importante qu'il y a quarante ans avec un million et demi de détenus dans les prisons fédérales et d'Etat.

Avec 710 détenus pour 100.000 habitants, les Etats-Unis gardent derrière les barreaux beaucoup plus d'hommes et de femmes que les autres démocraties occidentales (147 au Royaume-Uni, 118 au Canada, 108 en Belgique, 98 en France).

H. M.

Média

Les bureaux de CNN évacués après une alerte à la bombe

■ Les bureaux new-yorkais de la chaîne de télévision CNN ont été évacués jeudi soir en raison d'une alerte à la bombe, mais aucun explosif n'a été trouvé sur place, a indiqué le média américain.

Cette évacuation survient quelques semaines après un événement similaire, quand un colis contenant un engin explosif avait été envoyé au siège de CNN fin octobre. Peu après 22h30, les alarmes incendie ont retenti dans la salle de rédaction, signal de l'évacuation du personnel, a déclaré CNN sur son site internet.

La chaîne a alors diffusé des émissions pré-enregistrées. Aux alentours de minuit, la police a indiqué aux employés qu'ils pouvaient retourner à l'intérieur du bâtiment sans risque, a précisé la chaîne.

La chaîne avait été en octobre une des cibles de la vague d'envois de bombes artisanales destinées à certains opposants du président américain Donald Trump. Un homme résidant en Floride, Cesar Sayoc, a été arrêté et inculpé. Il risque la prison à perpétuité.

R. L.

Cuba

Coup d'envoi de l'internet mobile, mais à des prix élevés

Cuba est devenu jeudi l'un des derniers pays au monde à activer l'internet sur les téléphones mobiles, une mesure très attendue par les habitants, mais beaucoup d'entre eux n'auront sans doute pas les moyens de se payer ce service.

Le service a commencé à fonctionner à 08H00 (13H00 GMT) pour les clients de l'entreprise publique de télécommunications Etecsa ayant un numéro commençant par 52 et 53, les autres devant être progressivement connectés d'ici trois jours.

"Depuis #LaHavane, déjà connecté à la #3G!", s'est réjoui sur Twitter un internaute cubain, Eduardo Sanchez, en publiant une photo de voitures circulant dans la capitale.

"Etecsa semble m'avoir oublié", se plaignait un autre, Camilo Condis.

Dans une rue de La Havane, Idalmis Mendoza, employée d'un bureau de change, confiait à l'AFP sa frustration: "Les prix sont un peu élevés, mais bon, peut-être qu'avec le temps, s'il y a beaucoup de connexions, ils pourraient baisser".

"Internet, à Cuba, c'est pour les gens qui ont de l'argent, car ceux qui n'en ont pas ne peuvent pas beaucoup se connecter", a renchéri Hector David, 28 ans, content toutefois de la connexion "rapide, très rapide,

presque trop rapide je dirais".

Le tarif est de 10 centimes de dollar par mégaoctet, avec des forfaits allant de 7 dollars pour 600 mégaoctets à 30 dollars pour 4 gigaoctets.

Or le salaire moyen à Cuba, pour les employés publics - une grande majorité de la population active -, est de 30 dollars par mois.

Mais étonnamment, 5,3 millions de lignes de téléphone mobile sont déjà activées sur l'île, sur une population de 11,2 millions d'habitants.

Les Cubains très demandeurs

"Nous continuons d'avancer dans l'informatisation de la société", s'est félicité sur Twitter le président Miguel Diaz-Canel, qui avait profité de son déplacement en septembre à New York, à l'occasion de l'assemblée générale de l'ONU, pour rencontrer les dirigeants de plusieurs géants de l'internet comme Google, AirBnB et Twitter.

Le président, qui a succédé en avril à Raul Castro, était devenu début octobre le premier chef d'Etat cubain à ouvrir son compte Twitter, et depuis une dizaine de ministres de son gouvernement l'ont imité.

Cuba, soumis à un embargo économique des Etats-Unis depuis 1962, avait signé fin 2016 un accord avec Google pour une connexion plus rapide aux contenus en ligne du géant américain.

L'accès à internet reste pourtant très limité, lent et d'un coût élevé à domicile. La plupart des habitants n'ont donc pas d'autre choix que de se connecter aux quelque 1.200 points wifi publics, au prix d'un dollar par heure. Il existe aussi 670 cafés internet, selon les chiffres officiels.

Et la demande est forte, dans le pays: plus de deux millions de Cubains vivent à l'étranger et leurs familles veulent pouvoir rester facilement en contact avec eux. Souvent, ce sont d'ailleurs ces émigrés qui financent les coûts de connexion de leurs proches restés sur l'île, afin de pouvoir leur envoyer des mails ou parler avec eux par vidéo.

Internet sur le mobile "est une bonne option, mais il faut qu'Etecsa ait vraiment les capacités techniques pour fournir un service stable, contrairement à ce qui s'est passé lors des essais, qui ont saturé les serveurs", a déclaré à l'AFP Enrique Rivero, ingénieur informatique.

Et "notre service internet est peut-être l'un des plus chers au monde" par rapport au niveau de vie de la population, a-t-il regretté.

Etecsa avait effectué ces derniers mois plusieurs tests de la 3G, perturbés de son propre aveu par "des difficultés de connexion et un encombrement important des services de voix et données, en raison de l'instabilité d'une partie du réseau".

AFP

Festival international du cinéma d'Alger

«Le droit chemin» de Okacha Touita projeté en avant-première

Le long métrage de fiction "Le droit chemin", une exploration des rouages de la spéculation foncière et immobilière et de la corruption vu à partir d'Alger, réalisé par Okacha Touita, a été projeté jeudi à Alger en avant-première.



D'une durée de 103 mn, ce film a été présenté en compétition du 9e Festival international du cinéma d'Alger (Fica), dédié au film engagé, qui se poursuit à la salle Ibn Zaydoun depuis samedi.

"Le droit chemin", relate l'histoire de Lyes, un jeune cadre dans le secteur de l'urbanisme, campé par Mehdi Ramdani, qui gravit les échelons de l'administration en charge de plusieurs dossiers de construction dans la capitale tout en menant une vie ordinaire de jeune algérien sans histoires, vivant avec sa mère, sa sœur et ses neveux.

Dans sa vie professionnelle,

Lyes est en quelque sorte coaché par un vieil ami de son défunt père, joué par Ahmed Benaissa, ayant occupé un poste similaire et qui tente de prévenir le jeune cadre des risques qu'il encourt en engageant sa signature dans des dossiers louches.

Dans son travail Lyes est chargé de régulariser un dossier de promotion immobilière et de projet hôtelier qui doit être construit sur un parc naturel classé. Il rencontre un journaliste enquêtant sur ce dossier et qui éveille les soupçons de ce cadre sur des irrégularités concernant l'attribution du marché et l'octroi des autorisations de construction dans une zone

protégée. Lyes continue de gravir les échelons alors que son directeur, en arrêt maladie, lui a délégué les signatures pour ce dossier en lui promettant de lui trouver un studio dans les nouvelles résidences. Très vite le jeune cadre se retrouve en prison pour avoir signé des documents à la place de son directeur et pour avoir reçu de l'argent en contre partie. Dénonçant des pratiques frauduleuses en tentant de mettre en avant le problème de conscience de son personnage principal, "Le droit chemin" souffre cependant d'une trame faible et se contente de traiter directement la problématique de la corruption.

Le 9e Fica se poursuit jusqu'au 9 décembre avec deux films encore en compétition, "Arabia" coréalisé par les Brésiliens Joao Dumans et Affonso Uchoa et "L'autre côté de l'espoir" du Finlandais Aki Kaurismäki.

Quatre autres films seront également projetés en hors compétition: "Une saison en France" du Tchadien Mohamed Salah Haroun, "José Marti, l'Éil du canari" du Cubain Fernando Perez, "Pieds nus dans l'aube" du Canadien Francis Leclerc et le documentaire "L'enfant du diable" de la Française Ursula Wernly-Fergui.

R. L.

En présence d'un public nombreux

Clôture des Journées du théâtre régional d'Oran à Alger

Les Journées du théâtre régional d'Oran (Tro) Abdelkader-Alloula à Alger, ont pris fin jeudi soir dans une cérémonie placée sous le signe de l'hommage et de la reconnaissance, à laquelle a assisté un public nombreux.

Présents à la cérémonie, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, et le Président de l'Assemblée populaire communale d'Alger-Centre, Abdelhakim Bettache, ont honoré la mémoire des regrettés, le dramaturge Abdelkader Alloula (1939-1994) et le grand comédien Sirat Boumediene (1947-1995).

Le ministre de la Culture et le Président de l'APC d'Alger-Centre ont remis notamment à Raja Alloula et Ghenima Zenati Boumediene, veuves des deux hommes de théâtre disparus, le Trophée honorifique de ces journées et quelques distinctions symboliques.

Appelée également à rejoindre la scène, la grande comédienne Fadéla Hachmaoui s'est vu remettre le même trophée, par

Azzedine Mihoubi et Abdelhakim Bettache, avant de prendre la parole pour rappeler combien le regretté Abdelkader Alloula "aimait la justice" et souhaitait voir son pays se "développer et progresser".

D'autres hommages ont été rendus au célèbre Mohamed Himour, compagnon de route de Abdelkader Alloula et le dramaturge et comédien, Houari Abdelkhalek, représenté par sa fille Badia, également comédienne qui a présenté dans le cadre de ces journées, "En'Nahla", un des nombreux spectacles pour enfants, que son père, qui a voué sa vie au 4e Art, a écrits et réalisés.

Auparavant, la soirée a débuté dans des atmosphères solennelles avec notamment, la diffusion de l'Hymne national algérien et la projection, sur le grand écran de la salle, des cinq paragraphes du texte officiel de "Kasamen".

Un autre hommage à Abdelkader Alloula, et Sirat Boumediene qui pourrait s'intituler, selon le conseiller artistique au

Théâtre municipal d'Alger-Centre, H'Mida El Ayachi, "N'haves aâlik" (je te cherche), a été monté autour des Œuvres d'El Khobza" et "Lagwal" de Alloula, présenté au public par les comédiens, Hanane Boudjemaa, Mohamed Himour, Mustapha Laribi et H'Mida Ayachi.

La dernière partie de la soirée a vu six jeunes comédiens de la troupe "Drôle Madaïre" présenter, "El Partiya" un spectacle d'improvisation dans lequel, le public a été impliqué, après avoir constaté son adhésion à ses journées durant toute la semaine. A la faveur des enfants, du jeune public et des adultes, huit pièces de théâtre dans différents registres du 4e Art, un spectacle de danse et des conférences, ont constitué, du 1er au 6 décembre, le programme des Journées du Théâtre régional d'Oran, dédiées à Abdelkader Alloula et qui partiront, après Alger, à Constantine, Guelma et Bejaïa, selon le directeur du Tro, Mourad Senouci.

Lynda F.

Réalisé par Rachid Bouchareb "Le flic de Belleville" projeté à Alger

■ Le long métrage de fiction "Le flic de Belleville", dernier né du réalisateur Rachid Bouchareb, une comédie mettant en scène un policier de banlieue française affecté aux Etats-Unis, a été projeté jeudi soir pour la première fois en Algérie. D'une durée de 111 mn, ce film a été projeté en hors compétition, après sa sortie en France en octobre dernier, dans le cadre du 9e Festival international du cinéma d'Alger (Fica), dédié au film engagé, qui se déroule à la salle Ibn Zaydoun depuis samedi.

Inspiré du célèbre film américain "Le flic de Beverly Hills", ce film relate les aventures de Baaba, campé par le célèbre acteur français Omar Sy, un policier exerçant à Belleville, son quartier d'enfance qu'il n'a jamais quitté.

Après l'assassinat de son ami d'enfance, Baaba prend ses nouvelles fonctions d'officier de liaison auprès du consulat de France de Miami pour enquêter sur cet assassinat.

Baaba se retrouve en Floride accompagné d'une mère envahissante, jouée par l'actrice algérienne Beyouna, et pris en main par un Ricardo, un policier d'origine latino-américain toujours mal luné avec qui il est contraint de faire équipe. Même si ce film ne cadre pas avec la thématique du festival, "Le flic de Belleville", a été projeté dans le cadre du Fica selon la volonté de son réalisateur "qui a tenu à montrer son dernier film au public algérien", indiquent les organisateurs. Un public très nombreux a fait le déplacement pour cette projection attendue par les cinéphiles.

Le 9e Fica se poursuit jusqu'au 9 décembre avec deux films encore en compétition, "Arabia" coréalisé par les Brésiliens Joao Dumans et Affonso Uchoa et "L'autre côté de l'espoir" du Finlandais Aki Kaurismäki.

Quatre autres films seront également projetés en hors compétition: "Une saison en France" du Tchadien Mohamed Salah Haroun, "José Marti, l'Éil du canari" du Cubain Fernando Perez, "Pieds nus dans l'aube" du Canadien Francis Leclerc et le documentaire "L'enfant du diable" de la Française Ursula Wernly-Fergui.

R. C.

Sorti en 2017 Un documentaire sur le calvaire des réfugiés syriens

■ Le documentaire "THF" du réalisateur algéro-brésilien Karim Ainouz, sur les souffrances des réfugiés syriens qui ont fui la guerre, a été projeté jeudi en compétition du 9e Festival international du cinéma d'Alger dédié au film engagé. Sorti en 2017, THF, acronyme de Tempelhof, un aéroport allemand désaffecté, décrit en 97 mn le vécu des Syriens qui subissent doublement les souffrances causées par la guerre en Syrie et le déchirement du fait de l'exil.

Karim Ainouz se focalise dans cette coproduction franco-germano-brésilienne, sur la réalité "amère" à laquelle sont confrontés les Syriens réfugiés en Allemagne, où ils sont accueillis dans un aéroport fermé qui sert aujourd'hui d'hébergement d'urgence pour les demandeurs d'asile.

Appuyé de témoignages de réfugiés, le documentaire donne un aperçu sur les conditions d'accueil réservées aux hôtes de cette structure désaffectée, jadis pièce maîtresse du programme hitlérien de réarmement.

L'aéroport, de par sa symbolique historique, a servi de décor pour le réalisateur qui a fait de ce lieu un "protagoniste" à part entière, symbolisant une forme de détention à laquelle sont soumis ces réfugiés qui se retrouvent dans cet aéroport séparé du monde.

Le film porte un regard, d'autre part, sur l'accompagnement des réfugiés dans leurs démarches pour l'obtention de statut de réfugié.

H. L.

PAROLES DE FEMMES

Tout est important, tout est beau, tout est triste. Par où commencer si l'on choisit de dire la vie et d'en faire une œuvre d'art ?
Michèle Mailhot



FEMMES

ILS ONT DIT :

Combien généreuse est la vie pour l'homme, mais combien l'homme se tient éloigné de la vie!

Khalil Djebrane

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

La surprenante demande en mariage de Barack Obama à Michelle Obama



Is se sont dit oui le 3 octobre 1992. Mais avant cela le facétieux Barack avait joué un joyeux tour à Michelle pour lui faire sa demande en mariage. Ce soir-là, le jeune homme avait emmené sa bien-aimée dans leur restaurant préféré à Chicago. Lui, qui était un peu rétif par rapport à l'institution du mariage, engagea alors le débat avec Michelle à ce sujet. Un échange qu'ils avaient eu plusieurs fois et qui se terminait généralement par une dispute. Mais cette fois, un serveur apporta à la

jeune femme un plat recouvert d'une cloche en argent. Quand elle la souleva Michelle découvrit un écrin et une bague et Barack mit un genou à terre pour lui demander sa main. Leur belle histoire allait pouvoir se poursuivre jusque sous les ors de la Maison-Blanche malgré quelques remous. " Les gens voient notre relation comme un idéal, mais le mariage c'est difficile ", a récemment confié l'ex first lady à la présentatrice TV star, Oprah Winfrey. Dans son livre, " Devenir " (Fayard), elle interroge :

Que se passe-t-il, lorsqu'un individualiste, amoureux de la solitude, épouse une femme extravertie qui ne jure que par la famille et déteste la solitude ? Selon moi, il n'y a qu'une seule réponse, la meilleure et la plus positive dès qu'il se pose une question dans un couple, quels que soient les conjoints et quel que soit le problème : il faut trouver le moyen de s'adapter. Si vous voulez que votre couple dure, il n'y a pas d'autre solution ". Michelle s'est donc adaptée.

ANTI-ÂGE

QUELS ACTIFS NATURELS POUR SOIGNER LES PEAUX MATURES ?

Avec l'âge la peau change d'aspect. Moins ferme, moins tonique, elle demande une attention toute particulière. Certains actifs naturels vont être utiles pour traiter les signes du vieillissement. Comment prendre soin de sa peau mature ? Les conseils d'une spécialiste en cosmétique naturelle.

Eau mature : ce qui la définit

Avec l'âge, la peau commence à se dégrader. Les signes du vieillissement apparaissent : rides, perte de fermeté, sécheresse cutanée, taches pigmentaires. Ces symptômes trouvent leur origine dans le derme, en particulier à la diminution du collagène et des fibres d'élastine (qui constituent le matelas de soutien de la peau).

Certains facteurs environnementaux accélèrent le vieillissement en oxydant les cellules de la peau : le tabac, le soleil (UVA), l'alcool, l'alimentation... Une bonne hygiène de vie permet de retarder le processus oxydatif des cellules. Côté soins, certains actifs permettent de retarder le mécanisme de vieillissement.

Ses besoins

Pour ralentir le vieillissement cutané, on doit aider la peau mature à se régénérer et à résister aux agressions extérieures et au stress oxydatif (radicaux libres).

Les actifs naturels adaptés

Pour traiter les rides : on privilégie les soins bio et/ou recettes cosmétiques naturelles contenant des actifs anti-âge comme la Centella asiatica, le Mimosa tenuiflora ou encore l'huile essentielle de mélisse. Ces antioxydants vont stimuler les fibroblastes

(cellules de soutien de la peau) et favoriser la fabrication de collagène.

Pour prévenir les taches pigmentaires : la criste marine, le réglisse, l'extrait de mûre vont stimuler la production naturelle de mélanine, le pigment de la peau.

Pour maintenir la fermeté : la chlorella vulgaris, l'extrait de bouleau blanc et la prêle possèdent des vertus raffermissantes qui peuvent restaurer la tonicité et la fermeté de la peau.

YEUX

On sait tous qu'il faut se protéger avant de s'exposer au soleil, arrêter de fumer pour éviter les accidents cardio-vasculaire, manger moins sucré pour éviter le surpoids... mais on oublie souvent que nos yeux ont également besoin d'être protégés. Zoom sur les principaux ennemis de vos yeux.

LE TABAC : LE PRINCIPAL ENNEMI

Acroléine, toluène, acide cyanhydrique sont trois des substances que l'on trouve dans les cigarettes. Ce sont surtout trois substances particulièrement irritantes (l'acroléine fut longtemps utilisée dans le gaz lacrymogène)

qui favorisent l'apparition de trois maladies oculaires : la cataracte, la DMLA et la dégénérescence du nerf optique.

Inutile, donc, de vous faire un dessin : pour préserver la santé de vos yeux, il est temps d'arrêter de fumer ! Allez : on vous aide en vous donnant 3 méthodes douces pour arrêter de fumer.

LE SUCRE : UN ENNEMI CACHÉ

Votre médecin vous a peut-être déjà expliqué que le diabète peut provoquer de très sérieux troubles oculaires, mais on ignore souvent que, sans être diabétique, avoir un peu trop de sucre dans le sang (ce qui peut arriver

si vous êtes ce qu'on appelle un bec sucré !) peut, à la longue, entraîner des lésions des cellules oculaires. Apprenez donc, petit à petit, à manger moins sucré. Et si le sucre vous manque trop, remplacez-le dans vos recettes par du sirop d'érable, du sirop d'agave ou encore de la stévia. On sait tous qu'il faut se protéger avant de s'exposer au soleil, arrêter de fumer pour éviter les accidents cardio-vasculaire, manger moins sucré pour éviter le surpoids... mais on oublie souvent que nos yeux ont également besoin d'être protégés. Zoom sur les principaux ennemis de vos yeux.

LE SOLEIL : UN ENNEMI TROP SOUVENT NÉGLIGÉ

Si l'on pense à protéger les yeux de nos enfants derrière des lunettes de soleil, on oublie bien souvent que nos rétines à nous sont également sensibles aux ultraviolets, et plus particulièrement aux UVA. Pour résumer : si vous ne pensez pas à cacher vos yeux derrière des verres filtrants anti UVA, surtout l'été en cas de forte luminosité et l'hiver à la montagne, non seulement vous risquez d'attraper (sur le moment) un coup de soleil de l'œil, mais en plus vous risquez de développer une cataracte ou une DMLA précoce.

Un soin anti-âge maison

Ce masque antioxydant au chocolat nourrit, protège et adoucit la peau. Recette proposée par Natacha Thibault dans Mes 50 meilleures recettes cosmétiques (éditions Grancher).

Ingrédients :

- 50 g de chocolat noir bio
- 1 goutte d'huile de noix de coco
- 2 gouttes d'huile essentielle d'ylang-

Mode d'emploi

Dans un bol en verre ou en inox, faites fondre le chocolat et l'huile de noix de coco au bain-marie. Laissez refroidir et ajoutez l'huile essentielle (pas au-dessus de 40 °C sinon elle perd ses propriétés).

Étalez le masque sur le visage à l'aide d'un pinceau en évitant le contour des yeux et des lèvres.

Laissez poser 10 à 15 minutes et rincez à l'eau tiède.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe d'Algérie (1/32-1/16^e de finale) Tirage au sort dimanche à Ain Benian

■ Le tirage au sort des 1/32 et 1/16^e de finale de la Coupe d'Algérie de football, aura lieu, dimanche à l'ESHRA d'Ain Benian (Alger), a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP). Les 1/32 de finale verront l'entrée en lice des clubs de Ligue 1 Mobilis dont le détenteur du trophée de l'édition précédente l'USM Bel Abbès.

Les rencontres des 1/32 de finale se dérouleront les 17 et 18 décembre et celles des 1/16 auront lieu les 27, 28 et 29 décembre.

Basket-ball/Classement FIBA L'Algérie à la 93^e place mondiale

■ L'Algérie avec 102.4 points occupe la 93^e place au nouveau classement mondial de la Fédération internationale de basket-ball (FIBA) messieurs, publié jeudi, toujours dominé par les Etats-Unis (783 pts) devant l'Espagne (702.6 pts) et la France (650.2 pts).

Le Cinq algérien qui n'a pas participé au dernier AfroBasket disputé en septembre-2017 en Tunisie, occupe le 15^e rang au niveau continental, alors que le Nigeria première nation africaine au classement occupe la 33^e place avec 292.8 pts. La Tunisie championne d'Afrique en titre est 51^e avec 206.3 pts. Chez les dames, l'Algérie se classe à la 68^e place avec 3.2 pts, loin derrière la trio de tête composé des Etats Unis (1000 pts), l'Espagne (690 pts) et l'Australie (597 pts). La meilleure nation africaine est le Sénégal qui occupe le 17^e rang mondial avec 102 pts.

Ce nouveau classement, a été publié à l'issue de la dernière fenêtre qualificative à la Coupe du Monde 2019 prévue du 31 août au 15 décembre en Chine. Le classement FIBA prend en compte tous les matches, des pré-éliminatoires régionaux jusqu'à la finale de la Coupe du Monde FIBA, et il inclut le tournoi olympique ainsi que les Coupes continentales. Le système précédent n'était basé que sur les compétitions et ne prenait en considération que les classements finaux des tournois.

CAN 2018 (dames) - 4^e journée Lourde défaite de l'Algérie face au Sénégal

■ Les handballeuses algériennes ont bouclé le premier tour de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2018) sur une défaite. L'équipe nationale s'est lourdement inclinée face à son homologue sénégalaise (35-22), jeudi à Brazzaville (Congo) pour le compte de la 4^e journée du groupe A. Cette défaite du Sept National est la deuxième dans ce tournoi après la première concédée face au Cameroun (32-18), lors de la seconde journée. En revanche, les Algériennes ont gagné leur premier match face à la Côte d'Ivoire (27-25), avant d'arracher un nul inespéré face à la Tunisie (24-24) pour le compte de la 3^e journée. L'autre rencontre de la poule A se jouera ce soir (19h00) entre la Côte d'Ivoire et la Tunisie. Après quatre sorties, l'Algérie boucle ce premier chapitre de la CAN 2018 avec un total de 3 points. Les camarades de la capitaine d'équipe, Sihem Hemissi, n'ont pas à rougir de ce résultat. En effet, les capées de Abdelkrim Bendjemil ont été délaissées depuis deux ans, soit depuis la dernière Coupe d'Afrique des nations.

Ce premier bilan traduit fidèlement la préparation dont ont bénéficié les handballeuses algériennes. Pour le rendez-vous congolais, l'équipe nationale devait effectuer deux stages en Europe pour y disputer des matchs amicaux. Cependant, les sempiternels problèmes administratifs ont privé les Algériennes d'une préparation adéquate pour ce genre d'événement. A la place, l'EN s'est contentée de faire des stages à Alger, ponctués par des confrontations face aux sélections masculines des U17 et des U19. Au vue de ce qui reste à jouer dans le groupe A, les Algériennes ont de très grandes chances de passer en quarts de finale.

Fenerbahçe Slimani donne la victoire en Coupe



Annoncé déjà sur le départ dès cet hiver du côté de Fenerbahçe, Islam Slimani a su répondre aux critiques en marquant lors de la réception de Giresunspor pour le compte du 5^e tour de la coupe Turquie.

L'attaquant prêté par Leicester a délivré son équipe en fin de match lorsqu'il a inscrit son 4^e but cette saison, d'une jolie tête qui n'a laissé aucune chance au portier adverse.

Score final 1-0 pour le Fenerbahçe face à

Giresunspor pour cette première manche du 5^e tour de la coupe de Turquie. L'ex-joueur du Sporting et de Leicester City a donc prit sa revanche sur le sort et s'est ressaisi après une longue période de doute qui lui a valu de grosses critiques de la part de la presse turque proche du club stambouliote, mais aussi des fans qui pensaient que leurs dirigeants avaient fait une mauvaise affaire en ramenant ce joueur qui n'avait pas apporté le plus escompté depuis un certain temps. Son coach, le Hollandais,

Philippe Cocu, était le seul à lui faire confiance et à continuer à croire en ses qualités de buteur, se montrant patient à son égard, avant de se faire limoger par la direction pour insuffisance de résultats. Pour revenir à l'attaquant des Verts, ce but en Coupe de Turquie pourrait à l'aider à remonter la pente et à se relancer dans l'espoir de se replacer pour tout au moins revenir au championnat anglais la saison prochaine, étant donné qu'il joue à titre de prêt dans ce club turc. Aussi, il devrait pouvoir rassurer le coach national, Djamel Belmadi qui souhaite retrouver le buteur de l'EN et pourquoi pas lui faire appel pour les prochains matches des Verts où il aura besoin de tous les éléments capables d'apporter le plus escompté, avant l'entame de la CAN 2019 qui sera décisive pour le driver des Verts. Slimani sait qu'il doit continuer à briller s'il veut retrouver sa place en pointe de l'attaque algérienne.

Imad M.

Stade d'Oran

Installation de l'entreprise chargée de la pose de la pelouse naturelle

L'entreprise qui sera chargée de la pose de la pelouse naturelle du nouveau stade d'Oran en cours de réalisation a été installée mercredi, a annoncé jeudi le wali d'Oran, Mouloud Cherifi.

S'exprimant en marge d'une visite d'inspection au complexe sportif de Bir El Djir ainsi qu'au village olympique implanté dans la même commune, le wali a fait savoir qu'un protocole d'accord définitif a été signé entre la société "Mettallurgical china construction" (MCC), chargée de la réalisation du projet du complexe sportif en question et l'entreprise désignée pour la pose de la pelouse naturelle au niveau du stade de 40.000 places.

Il s'agit de la société "Vegetal Design", qui entamera dans les prochains jours ses travaux pour les achever dans un délai de six mois, a-t-il précisé.

Il s'agit de la dernière importante opération dans le cadre de la réalisation du nouveau stade olympique d'Oran, dont la livraison est prévue pour début 2019, a encore souligné le chef de l'exécutif local.

Le stade olympique ainsi que les autres infrastructures du complexe sportif de Bir El Djir, sont retenus pour abriter plusieurs compétitions de la 19^e édition des jeux méditerranéens, prévue à Oran en 2021.

Concernant l'évolution des travaux du stade de football, le wali s'est montré satisfait du "nouveau souffle" donné au chantier après avoir longtemps insisté sur la nécessité de renforcer la main d'œuvre déployée sur le site, a-t-il rappelé.

"Les responsables de l'entreprise MCC ont pris en considération nos différentes remarques faites lors de précédentes visites d'inspection. Cette fois-ci, nous enregistrons avec satisfaction une bonne cadence des travaux à même de per-



mettre la réception du stade dans les délais fixés", a-t-il poursuivi.

S'agissant des autres sites sportifs composant le complexe, entre autres, le stade d'athlétisme, la salle omnisports et la base nautique, les travaux se poursuivent toujours. Le complexe devrait être réceptionné au plus tard en début de l'année 2020, déclaré le directeur des équipements publics de la wilaya d'Oran, Mustapha Banouh.

Le wali s'est également montré satisfait au cours de sa visite au chantier du village olympique, situé à quelques kilomètres du complexe olympique. Il a fait savoir à ce propos que les dernières contraintes liées aux études ont été levées pour permettre d'accélérer le rythme des travaux dans ce premier village olympique du genre en Algérie.

54 des 74 blocs d'hébergement qui composent le village en question, dont la capacité d'accueil avoisine les 5.000 lits, sont en phase de finition, selon les explications fournies sur place par les services compétents, qui ont toutefois souhaité le renforcement des équipes engagées au niveau du chantier pour aider à achever le projet en fin 2020, comme prévu.

Vovinam Viet Vodao Des athlètes de plus de 10 pays au tournoi international d'Alger

■ Des athlètes de plus de 10 pays sont attendus au tournoi international d'Alger de Vovinam Viet Vodao prévu vendredi et samedi à la coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, a appris l'APS jeudi auprès des organisateurs.

Onze sélection étrangères, représentant l'Italie, la Roumanie, la Belgique, la Côte d'Ivoire, la Libye, l'Egypte, le Liban, le Yémen, le Soudan, la Jordanie, le Belarus, se trouvent depuis mercredi au centre de préparation des élites nationales de Souidania (Alger). L'équipe de l'Afghanistan devait y participer avant de déclarer forfait pour des raisons administratives. Des athlètes de Mauritanie, d'Irak et du Tchad pourraient également être présents à ce tournoi international où l'Algérie sera représentée par 27 sportifs dont cinq filles. Le président de la Fédération internationale de Vovinam Viet Vodao, Mai Huu Tin, est également attendu.

Selon l'entraîneur national, Kamel Lounés, les détenteurs des trois premières places lors de la coupe d'Algérie et du championnat national vont prendre part aux compétitions.

"Nous avons décidé d'intégrer ces jeunes athlètes dans la sélection nationale et éventuellement faire participer, ceux qui s'illustrent d'entre eux, au championnat d'Afrique prévu du 26 au 30 décembre à Kenitra (Maroc).

Affaire de l'enfant autiste enfermé dans une classe à Boumerdes Son enseignante pas mise en cause, selon l'enquête préliminaire

Le directeur de l'éducation nationale de la wilaya de Boumerdes, Nadhir Khenssous, a assuré, mercredi, que l'enquête préliminaire diligentée à propos d'un enfant autiste enfermé dans une classe, par son enseignante, dont l'information a été relayée sur les réseaux sociaux, "a révélé que la maîtresse n'a pas enfermé l'enfant". Une commission d'enquête a été mise en place dès la diffusion d'une vidéo via les réseaux sociaux, à propos de cette affaire survenue le 7 octobre dernier, à l'école primaire de Sidi Salem de la commune de Khmiss el Khechna, a indiqué à l'APS M.Khenssous. Il s'agit, a-t-il expliqué, d'un enfant autiste de 5 ans, intégré dans une classe préparatoire au niveau de cette école, durant cette année scolaire, soulignant que l'enquête a révélé que la maîtresse était entrain de fermer la grille, en rentrant en classe, quant l'enfant quelque peu turbulent s'est placé à cet endroit. En voulant sortir, l'enfant s'est retrouvé entre la grille et la porte intérieure de la classe, un moment ayant coïncidé avec l'entrée de la mère de l'enfant dans la cour de l'école, qui croyant que son enfant était enfermé a pris son portable pour filmer la scène, selon les résultats de l'enquête. La commission s'est d'ailleurs interrogée, à juste titre, selon le responsable, sur le fait que la mère n'ait introduit aucune plainte officielle auprès de la direction de l'école, ni de la direction de l'éducation de la wilaya, le jour de l'incident (7 octobre). Il a, en outre, signalé une convocation prochaine des parents de cet enfant, pour, a-t-il dit, les "assurer de l'intérêt accordé", par ses services "à la bonne prise en charge de cette catégorie aux besoins spécifiques, en application des orientations du ministère de tutelle". "Aucun incident de ce genre n'a été, à ce jour, signalé au niveau des établissements éducatifs de la wilaya prenant en charge cette catégorie d'élèves", a-t-il, par ailleurs, assuré. **R. B.**

Oran

Le défunt Hammana Boukhari inhumé au cimetière d'Ain El Beïda

Pr Hammana Boukhari, décédé mercredi des suites d'une maladie, a été inhumé jeudi après la prière du Dohr au "Carré des Martyrs" du cimetière d'Ain El Beïda (Oran). L'enterrement a eu lieu en présence du secrétaire général du Haut conseil islamique, Bouzid Boumediène, des autorités civiles et militaires et des élus locaux, de membres de la communauté universitaire et une foule nombreuse de citoyens. Le défunt était un "marchand de bonheur" semant l'espoir et apportant le sourire, ont témoigné de nombreux universitaires. niversitaire célèbre, Pr Hammana Boukhari a été le premier à mettre en place le département de psychologie puis celui de philosophie (1972-1980) à l'Université d'Oran où il avait enseigné depuis sa création. Membre de l'Association Internationale de philosophie, il a représenté l'Algérie dans de nombreux congrès internationaux en la matière. Le défunt, père de trois enfants, est également membre de l'OCFLN ayant représenté au Caire (Egypte) l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA). Né en 1937 à Guemmar (El Oued), Pr Hammana Boukhari a exercé comme journaliste à l'agence "Algérie Presse Service" (APS) et a occupé le poste de chef de bureau de l'agence au Caire et au Moyen Orient de 1966 à 1972. **T. M.**



Bordj Badji Mokhtar

Une cache contenant 11 missiles antichars découverte



Une cache de munitions contenant 11 missiles air-sol antichars, calibre 57 mm, a été découverte jeudi, lors d'une opération de fouille menée à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, aujourd'hui 6 décembre 2018, lors d'une opération de fouille et de recherche menée à Bordj Badji Mokhtar (6e Région militaire), une cache de munitions contenant (11) missiles air-sol antichars, calibre 57 mm", pré-

cise la même source.

Dans le même contexte, des détachements de l'Armée nationale populaire "ont découvert et détruit, hier 5 décembre 2018, lors d'opérations de fouille et de ratissage menées distinctement à Tizi-Ouzou (1e RM), Jijel, Batna et Bordj Bou Arreridj (5e RM), trois (3) bombes de confection artisanale et (11) casemates pour terroristes contenant des quantités de munitions, des moyens de détonation, des effets de couchage et divers objets". Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et de la sécurisation des frontières, des détachements de l'ANP "ont intercepté, suite à des patrouilles de fouille et de recherche opérées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar (6e RM), (20)

orpailleurs et saisi un détecteur de métaux, (5) groupes électrogènes, (9) marteaux piqueurs, ainsi que deux (2) véhicules tout-terrain et deux (02) motocyclettes".

En outre, un détachement combiné de l'ANP "a appréhendé, à Béchar (3e RM), quatre (4) narcotrafiquants en possession de (42) kilogrammes de kif traité, alors que (2.182) unités de différentes boissons ont été saisies à El-Oued (4e RM)".

De leur côté, des Gardes-côtes et des éléments de la Gendarmerie nationale "ont déjoué des tentatives d'émigration clandestine de (49) personnes à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Mostaganem et Ain Témouchent (2e RM)", rapporte le communiqué. **O. M.**

Portée disparue à Oran

La jeune Aya serait signalée sur le territoire espagnol

L'adolescente Aya, 14 ans, portée disparue à Oran depuis le 30 novembre dernier, serait signalée sur le territoire espagnol, a appris jeudi l'APS de source sécuritaire, sans citer des indications expliquant cette localisation. La même source n'exclut pas le fait que la jeune adolescente aurait rejoint le territoire espagnol clandestinement par mer et à bord d'une embarcation, moyen qu'utilisent les candidats à l'émigration clandestine. Les services de la sûreté de wilaya poursui-

vent toujours leur enquête, a-t-on relevé.

Les membres de la famille de la jeune collégienne avaient alerté les services de la Sûreté d'Oran suite à cette disparition. Une campagne de recherches et d'investigations a été aussitôt lancée avec la mise en place d'un dispositif spécial pour la diffusion de l'information en temps réel et sur l'ensemble du territoire national. Par ailleurs, trois individus ont été interpellés, mercredi, dans la daïra d'Ain El Turck, pour une affaire de détournement de mineure

et incitation à la débauche. Deux jours auparavant, la mère d'une autre adolescente, âgée de 16 ans, avait signalé à la police locale la disparition de sa fille. Les investigations ont permis de localiser la jeune fille. Les enquêteurs l'avaient retrouvée en compagnie de trois jeunes hommes, dans un lieu isolé à Cap Falcon. Une quantité de drogue et des armes blanches en possession de ces individus ont été saisies par les policiers. **R. O.**

ACTU...

Alger

250.000 comprimés psychotropes saisis

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au démantèlement d'une bande criminelle spécialisée dans le trafic de drogues et à l'arrestation de 08 suspects et la saisie de près de 250.000 comprimés psychotropes, a-t-on appris jeudi du chef de la brigade de lutte contre les stupéfiants de la sûreté de la wilaya d'Alger, le commissaire principal, Tarek Ghelab. S'exprimant lors d'une conférence de presse, le commissaire principal, Tarek Ghelab a précisé que cette opération menée par sa brigade a permis d'arrêter 08 personnes suspectes et de saisir 243.330 comprimés psychotropes (Prégabaline) d'une valeur de 10 milliards et 137 millions centimes. L'opération a donné lieu également à la saisie de 04 véhicules, 12 téléphones portables et un montant de 231 millions centimes et 2000 euros. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Dar Beïda, a conclu la même source. **R. A.**

Accidents de la circulation

17 morts en une semaine

Dix-sept personnes ont trouvé la mort et 299 autres ont été blessées dans 244 accidents enregistrés par les services de la sûreté nationale durant la période allant du 27 novembre au 3 décembre en cours, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Par rapport aux statistiques enregistrées la semaine dernière, le bilan des accidents de la circulation fait état d'une baisse sensible de 27 accidents, de 20 blessés et de 01 décès, selon la même source.

Aussi, près de 20 personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu jeudi en début de soirée à 385 km au nord de Tamanrasset, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Il s'agit de renversement d'un autocar assurant la ligne Tamanrasset /Alger, à 15 km au sud d'Arak (Nord de Tamanrasset), causant des blessures à différents degrés à quelque 20 passagers, selon la même source.

Des équipes des unités principales de la protection civile de Tamanrasset et Arak sont intervenues pour secourir des blessés sur le lieu de drame, et le transfert d'autres vers les établissements hospitaliers d'Arak et Tamanrasset, a-t-on ajouté.

Selon des informations préliminaires, aucun cas de décès n'a été déploré pour le moment, et une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances de cet accident.

Ces accidents sont principalement dus au facteur humain avec une taux dépassant 95% pour non respect de la distance de sécurité, excès de vitesse, fatigue et autres facteurs liés à l'état du véhicule et à l'environnement, lit-on dans le communiqué. **R. T.**